



**CONVENTION SUR
LES ESPÈCES
MIGRATRICES**

Distribution: Générale

UNEP/CMS/COP12/Doc 24.1.1/Rev.2
23 août 2017

Français
Original: Anglais

12^{ème} SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
Manille, Philippines, 23 - 28 octobre 2017
Point 24.1.1 de l'ordre du jour

**PRÉVENTION DE L'ABATTAGE, DU PRÉLÈVEMENT ET DU COMMERCE ILLÉGAUX DES
OISEAUX MIGRATEURS**

(Préparé par le Secrétariat)

Résumé:

Le présent document fait le point sur la mise en œuvre de la [Résolution 11.16, Prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs](#) et recommande l'adoption des décisions émises par le Groupe spécial de la CMS sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs dans la région méditerranéenne (MIKT).

Afin de faciliter la mise en œuvre de la Résolution 11.16, le Secrétariat propose la création d'un Groupe spécial sur la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie et a élaboré pour ce Groupe un projet de mandat qui sera présenté pour examen.

La mise en œuvre des deux initiatives contribuera à la réalisation de l'objectif 6 du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023.

Le présent document doit être lu en parallèle avec le document UNEP/CMS/COP12/Doc.21.1.29 concernant les résolutions à abroger en partie.

La Rev.1 intègre un tableau de bord visant à mesurer les progrès réalisés dans l'éradication de l'abattage, du prélèvement et du commerce des oiseaux sauvages en Europe et dans la région méditerranéenne.

La Rev.2 intègre la correction d'incohérences dans la version du tableau de bord incluse dans la Rev.1.



The [European Commission](#) were recognized as Champion Plus for their generous support and commitment towards addressing Illegal Killing, Taking and Trade of Migratory Birds in the Mediterranean for the period 2015-2018. This activity has been funded with the contribution granted by the European Commission under the Migratory Species Champion Programme and through the Global Public Goods and Challenges (GPGC Programme) Cooperation Agreements with UN Environment.



PRÉVENTION DE L'ABATTAGE, DU PRÉLÈVEMENT ET DU COMMERCE ILLÉGAUX DES OISEAUX MIGRATEURS

Contexte général

1. À la COP11 de la CMS en 2014, la Résolution 11.16 a créé un Groupe spécial intergouvernemental sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs dans la région méditerranéenne (MIKT) et a demandé à ce Groupe d'encourager le suivi des tendances sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs. Le suivi des tendances devrait reposer sur des méthodes comparables au plan international et faciliter des efforts concertés ainsi que la mise en œuvre du Plan d'action de Tunis 2013-2020 pour l'éradication de l'abattage, du piégeage et du commerce illégaux des oiseaux sauvages, en travaillant en étroite collaboration avec le Secrétariat de la Convention de Berne.
2. La Résolution 11.16 exhorte aussi les Parties à établir des groupes spéciaux équivalents dans d'autres zones sensibles, en s'appuyant sur l'expérience acquise dans la région méditerranéenne.
3. Durant la période intersession 2014-2017, deux réunions du MIKT ont été prévues. La première réunion s'est tenue au Caire du 12 au 15 juillet 2016. L'autre réunion a eu lieu à Sliema (Malte) les 22 et 23 juin 2017. Le principal résultat de la réunion du Caire a été un [Programme de travail](#) pour le Groupe spécial durant la période 2016-2020. Quant à la réunion de Sliema, son principal résultat a été un tableau de bord qui permettra d'évaluer les progrès réalisés au niveau national dans la lutte contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux sauvages.
4. En janvier 2017, le Secrétariat de la CMS a participé à la 9^{ème} Réunion des membres du Partenariat de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (EAAFP) au cours de laquelle un Groupe spécial international sur la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie a été établi, l'accent étant mis sur des espèces couvertes par l'EAAFP, à savoir les oiseaux d'eau. Un mandat a été adopté pour ce Groupe spécial.

Tableau de bord pour évaluer les progrès réalisés dans la lutte contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux sauvages (IKB)

5. Le tableau de bord pour évaluer les progrès réalisés dans l'éradication de l'abattage, du prélèvement et du commerce des oiseaux sauvages au niveau national par les pays du pourtour méditerranéen a été inclus comme hautement prioritaire dans le Programme de travail du Groupe spécial intergouvernemental sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs. Pour assurer la mise en œuvre de cette action, le Secrétariat et le Secrétariat de la Convention de Berne ont élaboré¹ un projet de tableau de bord qui a été adopté lors de la réunion conjointe du MIKT et du Réseau de Correspondants spéciaux de la Convention de Berne pour l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux des oiseaux sauvages. Cet outil s'appuiera sur un système de rapport commun à mettre en œuvre dans la zone géographique couverte à la fois par le MIKT et la Convention de Berne.

Groupe spécial intergouvernemental sur la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (ITTEA)

6. Durant un atelier organisé dans le cadre de l'Initiative en faveur des oiseaux migrateurs de l'Arctique à Singapour avant la MOP9 de l'EAAFP, un débat a eu lieu sur la terminologie pour définir ce que l'on entend par IKB en Asie et la terminologie retenue par les participants à l'atelier est « la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des

¹ À l'aide d'un financement fourni par le Secrétariat de la Convention de Berne

oiseaux » (IHB).

7. La chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (EAAF) posent un grand problème pour plusieurs espèces dont le déclin est sans précédent tant par son ampleur que par sa rapidité.
8. Afin de compléter les efforts de l'EAAFP visant à réduire l'impact de la chasse illégale dans la région, et de donner suite à l'appel contenu dans la Résolution 11.16 d'établir des groupes de travail chargés de faciliter des actions concertées pour éliminer la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des populations d'oiseaux migrateurs partagées dans ces régions, le Secrétariat a élaboré un projet de mandat pour l'établissement d'un groupe spécial intergouvernemental; celui-ci sera chargé de s'attaquer à la question de la chasse, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie couvrant toutes les espèces d'oiseaux migrateurs affectées, à l'exception des oiseaux d'eau, dans le but de compléter et de coordonner ses efforts avec le Groupe spécial équivalent de l'EAAFP.

Résolution 11.16

9. Afin de mettre en lumière les avancées du MIKT et d'inclure des références aux faits récents, un nouveau texte a été inséré dans la Résolution 11.16. En raison du processus décrit dans le document UNEP/CMS/COP12/Doc.21.1.29, l'Annexe 1 du présent document prend comme point de départ le texte restant de la Résolution 11.16, tel qu'abrogé en partie dans l'Annexe 2 du document UNEP/CMS/COP12/Doc.21.1.29.

Actions recommandées

10. Il est recommandé à la Conférence des Parties ce qui suit:
 - a) adopter les projets d'amendements à la Résolution 11.16 figurant à l'Annexe 1;
 - b) adopter les projets de décisions liés au MIKT figurant à l'Annexe 2;
 - c) adopter les projets de décisions liés à la chasse illégale des oiseaux le long de la voie de migration Asie de l'est- Australasie, figurant à l'Annexe 3;
 - d) prendre note du tableau de bord qui permettra d'évaluer les progrès réalisés dans la lutte contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux figurant à l'Annexe 4;
 - e) adopter le mandat pour le Groupe spécial intergouvernemental chargé de s'attaquer à la chasse, au prélèvement et au commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (ITTEA) figurant à l'Annexe 5 qui constituera une annexe à la Résolution amendée.

ANNEXE 1

PROJETS D'AMENDEMENTS À LA RÉOLUTION 11.16

**PRÉVENTION DE L'ABATTAGE, DU PRÉLÈVEMENT ET DU COMMERCE ILLÉGAUX
DES OISEAUX MIGRATEURS**

NB: Le nouveau texte proposé pour la résolution qui a été abrogée en partie dans l'Annexe 2 du Document 21.1.29 est souligné. Le texte à éliminer est barré.

Rappelant l'Article III 5) de la Convention qui permet aux Parties qui sont des États de l'aire de répartition d'interdire le prélèvement des espèces figurant à l'Annexe I et l'Article V par. 5) alinéa k) sur les Lignes directrices relatives à la conclusion d'ACCORDS qui propose, si nécessaire et faisable, que chaque Accord préparent des procédures pour coordonner les actions en vue de la suppression des prélèvements illicites;

Rappelant en outre que l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), le Mémoire d'entente sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (MdE Rapaces), le Plan d'action pour la conservation des oiseaux migrateurs terrestres d'Afrique et d'Eurasie (AEMLAP) tel qu'adopté par la Résolution 11.17 et la plupart des autres MdE et plans d'action concernant les oiseaux établis sous l'égide de la CMS comprennent des mesures liées à la protection des oiseaux;

Reconnaissant l'effort de collaboration du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages qui travaille pour apporter un appui coordonné aux organismes d'application de la loi sur la faune nationale et aux réseaux régionaux, et la nécessité d'établir un mécanisme de coordination entre le Consortium et la CMS en relation avec les mandats énoncés dans la présente résolution sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégal des oiseaux migrateurs;

Notant les Lignes directrices pour prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs adoptées par la Résolution 11.15 et le Plan d'action pour la conservation des oiseaux migrateurs terrestres d'Afrique et d'Eurasie;

Déplorant que l'abattage, le prélèvement et le commerce illégal représentent encore des facteurs importants faisant obstacle à la réalisation et au maintien de l'état de conservation favorable des populations d'oiseaux sur toutes les principales voies aériennes, affectant négativement les activités de conservation entreprises par les États et entraînant des effets néfastes sur la conservation, la chasse autorisée et les secteurs de l'agriculture et du tourisme;

Préoccupée de ce que l'abattage, le prélèvement et le commerce illégal continuent et s'intensifient dans certains pays, bien que dans quelques autres ils aient sensiblement diminué et du fait que cela risque encore de contribuer au déclin des populations d'un certain nombre d'espèces, y compris certaines figurant à l'Annexe I de la CMS et menacées d'extinction au niveau mondial (par ex. le bécasseau spatule *Eurynorhynchus pygmeus*, le bruant auréole *Emberiza aureola* et le Sporophile des marais *Sporophila palustris*);

Consciente que l'utilisation à des fins de subsistance, les activités récréatives et le crime organisé sont les moteurs principaux de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégal, pour, notamment l'approvisionnement de nourriture, les trophées, les oiseaux de cage, et le soutien des méthodes traditionnelles;

Consciente que l'abattage, le prélèvement et le commerce illégal suscitent une vive inquiétude dans l'opinion publique à l'échelle nationale et internationale pour chaque voie aérienne;

Se félicitant des réponses concrètes données par plusieurs Parties et Signataires des instruments de la CMS à l'inquiétude internationale face à l'abattage, au prélèvement et au commerce illégaux des oiseaux migrateurs;

Accueillant avec satisfaction le récent regain d'attention pour la façon de s'attaquer à l'abattage, au prélèvement et au commerce illégaux des oiseaux migrateurs dans la région méditerranéenne, notamment par:

- la Recommandation N°164 (2013) du Comité permanent de la Convention de Berne sur la mise en œuvre du plan d'action de Tunis 2013-2020 pour l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux des oiseaux sauvages;
- la feuille de route visant à éliminer l'abattage, le piégeage et le commerce des oiseaux (12/2012) développée en relation avec la Directive 2009/147/EC du Parlement et Conseil Européen concernant la conservation des oiseaux sauvages;
- le Plan d'action multi-acteurs piloté par l'AEWA qui porte sur le piégeage des oiseaux sur les côtes méditerranéennes de l'Égypte et de la Lybie (PNUE/CMS/ScC18/Inf.10.12.1), dont l'élaboration a été financée par le Gouvernement allemand; et
- l'examen 2014 de BirdLife International de l'échelle et l'étendue de l'abattage et du prélèvement illégaux en Méditerranée et du développement actuel de protocoles pour la surveillance de l'étendue de ces activités illégales;

Reconnaissant le rôle de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en tant que principal instrument international ayant pour but d'assurer que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie de l'espèce;

Se félicitant de la Déclaration de la Conférence de Londres sur le commerce illégal des espèces qui énonce «*les actions de lutte contre le commerce illégal des éléphants et des rhinocéros renforceront l'efficacité dans la lutte contre le commerce illégal des autres espèces menacées*»;

Reconnaissant le rôle de la chasse autorisée et durable des oiseaux dans les moyens de subsistance et celui de la communauté des chasseurs pour promouvoir et encourager le respect de la loi et des méthodes de chasse durables;

Se félicitant des synergies récentes sur les actions visant à prévenir l'abattage illégal créées entre la Convention de Berne, l'UE, la Convention sur les espèces migratrices (CMS), l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et le Mémoire d'entente sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (MdE Rapaces) et les encourageant à continuer de coopérer sur la conservation des oiseaux migrateurs;

Notant la Déclaration du Caire en faveur d'une approche « tolérance zéro » à l'égard de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs dans la région méditerranéenne ainsi que le Programme de travail du MIKT pour la période 2016-2020 adopté à sa première réunion;

Reconnaissant les efforts déployés par le Secrétariat pour établir une ligne de coopération durable avec INTERPOL et EUROPOL dans le cadre du MIKT, pour une application efficace des lois dans la région méditerranéenne et comme base pour appuyer les autres groupes de travail créés pour s'attaquer à l'abattage, au prélèvement et au commerce illégaux des oiseaux migrateurs dans d'autres régions, selon le cas;

Se félicitant de l'appui fourni par le Comité permanent de la Convention de Berne à sa 36^{ème} réunion pour l'organisation d'une réunion parallèle du Réseau de Points focaux spécifiques de la Convention de Berne et du MIKT en 2017 et reconnaissant la coopération fructueuse établie entre les deux réseaux dans la lutte contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux sauvages.

Reconnaissant la nécessité d'établir des lignes d'action et de coopération en matière pénale touchant à l'environnement en vue d'harmoniser les législations nationales;

Se félicitant du soutien du Programme de justice pénale de l'UE et des efforts des partenaires européens de BirdLife pour évaluer les niveaux de mise en œuvre et l'application de la directive 2008/99/EC sur la protection de l'environnement par le droit pénal des États membres de l'UE, et *se félicitant également* de la création d'un réseau européen sur la criminalité de l'environnement en tant que mécanisme de coordination entre les juristes et autres praticiens qui œuvrent pour prévenir et poursuivre les crimes et la capture d'oiseau illégaux, pour faciliter l'échange d'informations, ainsi que construire des canaux de communication avec les autres réseaux et les Secrétariats des AME;

Reconnaissant le travail du Partenariat de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (EAAFP) pour empêcher la chasse illégale et le prélèvement non durable des oiseaux d'eau migrateurs, particulièrement l'initiative visant à établir un groupe spécial sur la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration, sur le modèle du MIKT;

Notant la Communication de la Commission européenne COM/2016/0710 final, le Programme de travail 2017 de la Commission « Pour une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend » et accueillant avec satisfaction l'initiative menée au titre de la Priorité 10 envisageant un Plan d'action pour encourager l'assurance de la conformité environnementale afin d'aider les États membres en ce qui concerne la promotion, le suivi et l'application par les responsables des règlements de l'UE sur l'environnement;

Tenant compte du Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique 2011-2020 et de ses objectifs d'Aichi, et se félicitant du Partenariat international lancé pour aider les Parties à atteindre l'Objectif d'Aichi 12 pour la diversité biologique ;

Se référant au Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 (PNUE/CMS/COP11/Doc.15.2) et en particulier à l'objectif 6 « la pêche et la chasse n'ont pas d'impacts négatifs directs ou indirects importants sur les espèces migratrices, leurs habitats ou leurs voies de migration et les impacts de la pêche et de la chasse devraient rester dans des limites écologiques sûres »;

Tenant compte du Plan stratégique de l'AEWA, en particulier de l'objectif 2.3 « Des mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées » et du Plan d'action du MdE Rapaces, en particulier de l'action prioritaire 4a « Protéger toutes les espèces contre l'abattage illégal, y compris par empoisonnement, massacre par balles, persécution et exploitation »; et

Reconnaissant l'adoption généralisée de l'approche tolérance zéro ainsi que les progrès accomplis au niveau des Parties en ce qui concerne la surveillance des activités illégales et l'adoption d'une approche coordonnée couvrant chaque étape de la série d'activités liées à l'abattage, au prélèvement ou au commerce illégaux.

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Invite* les Parties, les Non-Parties et les autres acteurs, y compris les organisations non gouvernementales, à coopérer sans tarder afin de traiter l'abattage, la prise et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs grâce à l'appui de, et la collaboration avec des initiatives et mécanismes internationaux existants pour traiter ces questions, et d'établir (le cas échéant et où une valeur ajoutée peut être assurée) des groupes de travail ciblés afin de faciliter une action concertée pour éliminer l'abattage illégal, la prise et le commerce de populations d'oiseaux migrateurs partagées entre des zones où ces problèmes sont fréquents;

1 bis. Prend note du tableau de bord qui permettra d'évaluer les progrès réalisés dans la lutte contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux sauvages figurant à l'Annexe 1 de la présente Résolution;

1 ter. Décide de créer un Groupe spécial intergouvernemental sur la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (ITTEA) et adopte le mandat figurant à l'Annexe 2 de la présente Résolution;

2. *Demande également* au Secrétariat d'explorer activement avec les Parties et les non-Parties de l'aire de répartition et d'autres États en Amérique du Sud, Amérique centrale et les Caraïbes la possibilité de convoquer un groupe spécial intergouvernemental de lutte contre l'abattage illégal, la capture et le commerce des oiseaux migrateurs dans la région ;
3. *Prie instamment* les Parties et *encourage* les non-Parties à veiller à ce qu'une législation nationale adéquate pour la protection des espèces migratrices soit mise en place et appliquée correctement, en conformité avec la CMS et ses instruments pertinents, notamment l'AEWA et le MdE Rapaces et d'autres instruments internationaux, en particulier la Convention de Berne;
4. *Prie instamment* les Parties et *invite* les non-Parties à promouvoir et à créer des synergies entre les activités visant à mettre en œuvre les Lignes directrices pour prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs (adoptées dans la Résolution 11.15), en particulier concernant les appâts empoisonnés, et empêcher l'abattage illégal d'oiseaux;
5. *Demande* au Groupe spécial d'encourager le suivi des tendances en ce qui concerne l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs à l'aide de méthodologies comparables au niveau international et de faciliter l'échange d'expérience de bonnes pratiques dans la lutte contre ces activités, notamment entre des zones sensibles particulières partout dans le monde, en s'appuyant sur l'expérience acquise en Méditerranée;
6. *Charge* le Secrétariat, en collaboration avec les Parties et les organisations internationales compétentes, sous réserve de la disponibilité de fonds, et en s'appuyant sur l'expérience acquise en Méditerranée pour soutenir les efforts traitant l'abattage illégal, la prise et le commerce d'oiseaux migrateurs partout dans le monde, y compris par l'organisation d'atelier, selon le cas;
7. *Engage* les Parties et *invite* les non-Parties et les acteurs, avec l'appui du Secrétariat, à renforcer les capacités nationales et locales en matière de lutte contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux d'oiseaux migrateurs, entre autres en organisant des cours de formation, en traduisant et en diffusant une documentation pertinente et des exemples de bonnes pratiques, en partageant les protocoles et les réglementations, en

transférant les technologies et en encourageant l'utilisation d'outils en ligne et autres pour aborder des questions spécifiques ;

8. *Prie instamment* les Parties et *invite* le PNUE et d'autres organisations internationales compétentes ainsi que les donateurs bilatéraux et multilatéraux à soutenir financièrement les opérations du Groupe spécial sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée, y compris en finançant sa coordination, et en fonction des résultats de la surveillance mentionnées au paragraphe 5, la mise en place de Groupes de travail équivalents dans d'autres zones critiques, notamment en apportant une aide financière aux pays en développement qui renforcent leurs capacités dans ce domaine; et
9. *Demande* au Secrétariat de rendre compte des progrès accomplis, au nom du Groupe spécial sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée et d'autres initiatives similaires partout dans le monde, s'agissant de la mise en œuvre, et autant que possible, de l'évaluation de l'efficacité des mesures appliquées à chaque réunion de la Conférence des Parties.

ANNEXE 2

PROJETS DE DÉCISIONS

**GROUPE SPÉCIAL SUR L'ABATTAGE, LE PRÉLÈVEMENT ET LE COMMERCE
ILLÉGAUX DES OISEAUX MIGRATEURS DANS LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE
(MIKT)*****À l'adresse des Parties***

12.AA Il est demandé aux Parties et aux membres du MIKT de:

- a) donner au Secrétariat les informations nécessaires sur le système de rapport périodique lié au tableau de bord qui a été convenu par le MIKT et le Réseau de Correspondants spéciaux de la Convention de Berne pour l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce des oiseaux sauvages.

À l'adresse des Parties, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des parties prenantes

12.BB Les Parties, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales sont encouragées à:

- a) mettre en œuvre le Programme de travail du MIKT 2016-2020.

À l'adresse du Secrétariat

12.CC Le Secrétariat devra:

- a) compiler, durant la période intersession (entre la COP12 et la COP13), l'information dûment fournie par les Parties et élaborer, en coopération avec le Secrétariat de la Convention de Berne, les résultats pertinents du tableau de bord qui évalueront les progrès réalisés au niveau national dans la lutte contre l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux des oiseaux sauvages.
- b) partager sur le site web de la CMS les résultats périodiques du tableau de bord durant la période intersession (entre la COP12 et la COP13).

ANNEXE 3

PROJETS DE DÉCISIONS

CHASSE, PRÉLÈVEMENT ET COMMERCE ILLÉGAUX DES OISEAUX MIGRATEURS LE LONG DE LA VOIE DE MIGRATION ASIE DE L'EST-AUSTRALASIE

À l'adresse des Parties, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des parties prenantes

12.DD Les Parties, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales sont encouragées à:

- a) appuyer financièrement:
 - i. les opérations du Groupe spécial intergouvernemental sur la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (ITTEA); et
 - ii. sa coordination.

À l'adresse du Secrétariat

12.EE Le Secrétariat, sous réserve de la disponibilité de ressources externes, devra:

- a) convoquer l'ITTEA en conformité avec le mandat figurant à l'Annexe 2 de la Résolution 11.16 (Rev. COP12).



ANNEXE 4

Tableau de bord pour l'évaluation des progrès réalisés dans la lutte contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux d'oiseaux sauvages (IKB)

Un cadre d'auto-évaluation à usage national

Projet final

17 juillet 2017

*Préparé par les secrétariats de la Convention de Berne et de la CMS
Avec le soutien d'Umberto Gallo-Orsi et Sergei Golovkin*

Ce document a été largement discuté lors de la Réunion conjointe du Réseau de correspondants spéciaux de la Convention de Berne sur l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux d'oiseaux sauvages (Réseau SFP de Berne) et du Groupe spécial intergouvernemental ONU Environnement / CMS sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs dans la région méditerranéenne (MIKT), qui s'est tenue à Sliema (Malte), les 22 et 23 juin 2017.

Table des matières

Liste des acronymes	14
But du tableau de bord IKB	15
Comment utiliser le tableau de bord IKB	20
Processus	20
Calendrier de la mise en œuvre de l'auto-évaluation	22
Utilisation d'indicateurs d'auto-évaluation au niveau national	22
Scénario 1 : Score unique	23
Scénario 2 : Score multiple	24
Scénario 3 : Absence de consensus	25
Attribution des scores et évaluation des résultats	26
Présentation des résultats	27
Tableau de bord IKB	29
A. Suivi national de l'IKB - Gestion des données sur la portée et l'échelle de l'IKB.	30
1. Situation et échelle de l'IKB	30
2. Nombre, répartition et tendance des oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés.....	31
3. Connaissance de l'étendue des cas d'IKB par les autorités nationales	32
4. Nombre de cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuites au cours de la période considérée	33
B. Niveau d'exhaustivité de la législation nationale.....	35
5. Législation nationale sur la faune sauvage	35
6. Utilisation réglementée	36
7. Interdictions en vertu de la législation nationale.....	38
8. Exceptions à la législation nationale	39
9. Sanctions et peines.....	41
10. Proportionnalité des sanctions	43
11. Utilisation du droit pénal.....	44
12. Législation relative à la criminalité organisée	45
13. Transposition du droit et des engagements internationaux dans la législation nationale.....	46
C. Réponse en matière de lutte contre la fraude : Niveau de préparation des organes chargés de l'application des lois et de la lutte contre la fraude, et coordination des institutions nationales.....	47
14. Plan d'action national pour la lutte contre l'IKB	47
15. Priorité de l'IKB dans la lutte contre la fraude	48
16. Parties prenantes et élaboration des politiques	49
17. Personnel et recrutement.....	50

18. Formation spécifique	51
19. Effort de lutte contre l'IKB sur le terrain.....	52
D. Poursuites et condamnations - Efficacité des procédures judiciaires	53
20. Qualité des procédures judiciaires	53
21. Lignes directrices sur les condamnations	54
22. Prise de conscience au sein du système judiciaire	55
23. Formation au sein du système judiciaire	56
E. Prévention - Autres instruments utilisés pour lutter contre l'IKB	57
24. Coopération internationale.....	57
25. Moteurs de la criminalité liée aux espèces sauvages	58
26. Activités relatives à la demande	59
27. Communauté soumise aux réglementations	60
28. Actions de sensibilisation du public.....	61
Résumé des scores.....	62

Liste des acronymes

AEWA	Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie
CMS	Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage
COP	Conférence des Parties – <i>Conference of Parties</i>
ICCWC	Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages – <i>The International Consortium on Combating Wildlife Crime</i>
IKB	Abattage, piégeage et commerce illégaux des oiseaux sauvages – <i>Illegal Killing, Trapping and Trade in Wild Birds</i>
MIKT	Groupe spécial intergouvernemental sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée
MOP	Réunion des Parties – <i>Meeting of Parties</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
PoW	Programme de travail – <i>Program of Work</i>
SC	Comité permanent – <i>Standing Committee</i>
SFP	Correspondant spécial – <i>Special Focal Point</i>
TAP	Plan d'action de Tunis 2013-2020 - <i>Tunis Action Plan</i>
UE	Union européenne

But du tableau de bord IKB

Au cours des dernières années, la question de l'abattage et des prélèvements illégaux d'oiseaux (IKB - *illegal killing and taking of birds*)² a progressivement pris de l'importance dans l'agenda international. Cette importance a été intégrée dans un certain nombre d'instruments et d'engagements internationaux de grande envergure, dont ceux adoptés dans le cadre de la Convention de Berne, de la CMS et de la CITES, ainsi que dans de nombreuses initiatives stimulées par l'UE. Le Plan d'action de Tunis (TAP) de la Convention de Berne, la Feuille de route de l'UE destinée à éliminer l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux des oiseaux sauvages, la Communication de la Commission européenne et les conclusions du Conseil sur le Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages ainsi que le Groupe spécial méditerranéen de la CMS sur le l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs (MIKT) figurent parmi les principaux exemples de ces engagements. Une caractéristique commune de ces instruments est qu'ils envisagent souvent une évaluation régulière des progrès réalisés.

Lors de la première réunion du MIKT qui a eu lieu au Caire en 2016, un Programme de travail 2016-2020 a été adopté, prévoyant en tant qu'action prioritaire l'élaboration d'un tableau de bord qui permettrait d'évaluer les progrès réalisés dans l'élimination de l'IKB au niveau national. Une autre action hautement prioritaire était d'harmoniser le format et la périodicité des rapports dans le cadre de la COP de la CMS et du TAP de la Convention de Berne, afin d'éviter les doubles emplois et les charges de travail supplémentaires pour les pays membres.

Le système de rapport de la CMS, qui est plus un rapport général sur différentes questions, continuera à fonctionner entre les COP. D'autre part, le système de tableau de bord est axé sur un problème spécifique qui doit être traité le plus tôt possible. La nécessité de développer un tel outil pour une utilisation conjointe par la Convention de Berne et la CMS a également été soulevée par le Président du Réseau des correspondants spéciaux de la Convention de Berne à la 36^{ème} Réunion du Comité permanent de la Convention en novembre 2016. Le Comité permanent s'est félicité des efforts accrus de coordination réalisés ces dernières années par différentes organisations, Conventions et parties prenantes, visant à accroître les synergies dans le travail de leurs plates-formes et initiatives respectives, car ces efforts favorisent la mise en œuvre du TAP. Outre les rapports formels des administrations nationales, l'auto-évaluation des progrès est également soutenue par des études menées par diverses parties prenantes non gouvernementales. L'étude récente visant à estimer l'étendue de l'IKB en Méditerranée, menée par BirdLife International, est un exemple d'une telle initiative.

La proposition actuelle de tableau de bord IKB vise à fournir aux gouvernements nationaux un outil pour mener une auto-évaluation objective, basée sur des faits nationaux, de l'état actuel de l'abattage illégal des oiseaux au niveau national, et à permettre aux États de mesurer leurs progrès dans la mise en œuvre de leurs engagements dans ce domaine.

Le cadre d'indicateurs a été élaboré dans le but d'offrir aux administrations nationales un outil simple qui, compte tenu de la complexité de la question en jeu, est facile à compiler et à interpréter et qui peut être appliqué soit à l'échelle nationale, soit à une échelle sous-nationale appropriée.

Le tableau de bord actuel est largement basé sur le format précédemment élaboré par le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages³ (ICCWC) qui fournit un cadre d'indicateurs pour la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts. Cependant, ce modèle a nécessité un certain nombre de modifications et d'adaptations, afin de porter sur les exigences spécifiques de l'évaluation et de la mesure de l'IKB, par opposition à une évaluation générale de la situation en ce qui concerne le commerce international des espèces sauvages dont

2 L'IKB est défini aux fins du présent tableau de bord comme comprenant les activités illégales commises intentionnellement et pouvant entraîner la mort, des blessures ou le prélèvement dans la nature de spécimens d'oiseaux sauvages morts ou vivants, incluant leurs parties ou produits.

3 <https://cites.org/fra/prog/iccwc.php/Tools>

l'IKB ne constitue qu'une composante limitée. Une grande partie de la méthode ainsi que le format du tableau de bord et plusieurs indicateurs sont notamment tirés du Cadre d'indicateurs de l'ICCWC.

Le tableau de bord IKB permet aux États d'évaluer leurs progrès non seulement au niveau national, mais aussi à l'échelle régionale, le cas échéant, contribuant de manière significative à la définition de priorités et à l'engagement de ressources par les administrations nationales, les ONG et les acteurs internationaux.

Il offre aux autorités nationales l'occasion de montrer leur leadership ainsi que leur capacité et leur volonté d'être proactifs et transparents en ce qui concerne les efforts pour traiter un problème beaucoup plus commun que cela n'a été reconnu précédemment. Le processus menant à sa compilation, tel que décrit dans les pages suivantes, favorise la coopération et le partage de l'expérience et du savoir-faire entre les organismes gouvernementaux et les acteurs nationaux. La coopération développée entre les parties prenantes ainsi que les informations recueillies pour la compilation du tableau de bord peuvent servir de base à l'élaboration d'un plan d'action national. En outre, si un plan d'action national a déjà été élaboré, le tableau de bord peut être utilisé pour suivre sa mise en œuvre au niveau national.

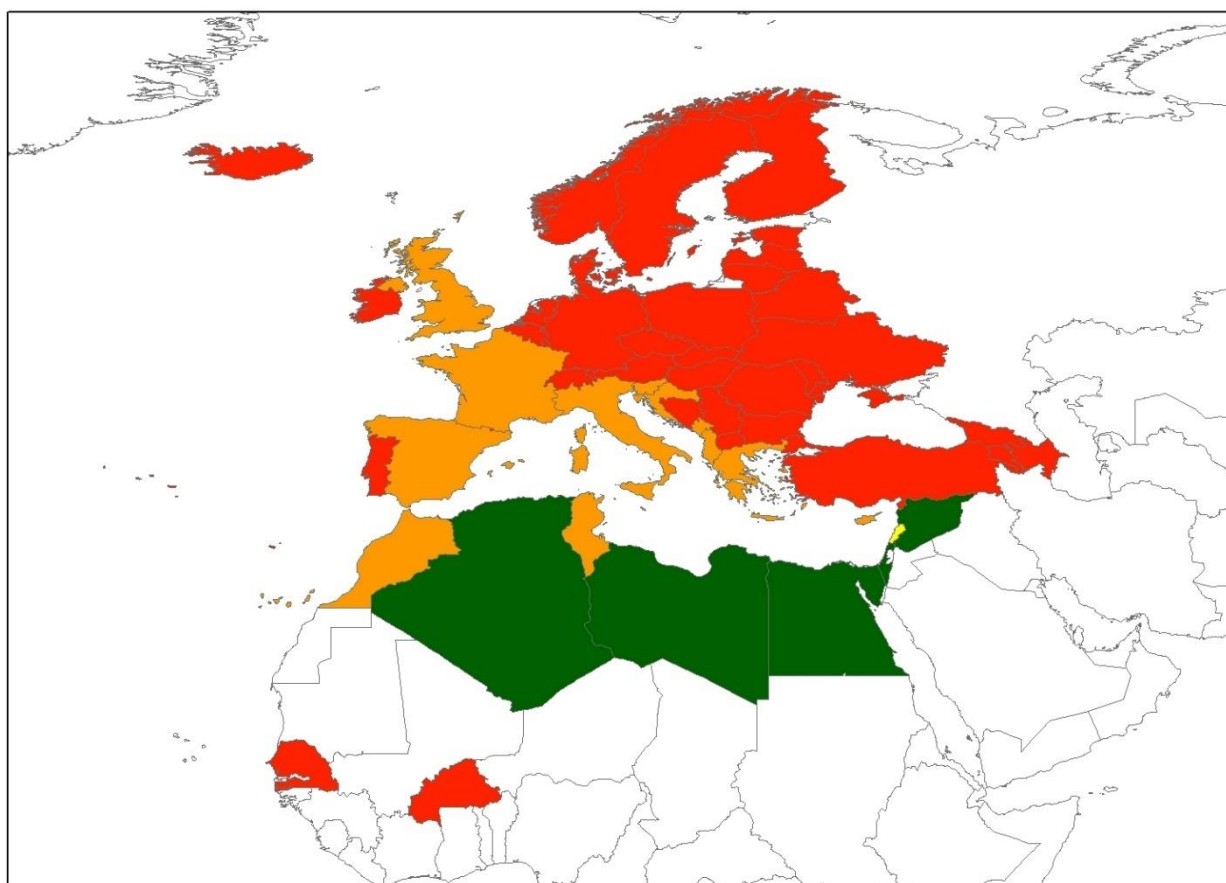


Figure 1 - La portée géographique du présent document est l'ensemble de la zone couverte par la Convention de Berne et le MIKT. En orange, les Parties contractantes de la Convention de Berne et les membres du MIKT ; en rouge, les Parties contractantes à la Convention de Berne et les observateurs⁴ du MIKT ; en vert, les membres du MIKT et les États non-Parties contractantes à la Convention de Berne ; en jaune, d'autres observateurs du MIKT et États non-Parties contractantes à la Convention de Berne.

En outre, le tableau de bord IKB offre aux administrations nationales, ainsi qu'aux différentes parties prenantes au niveau national et international, l'opportunité de renforcer leur image politique, leur engagement et la mobilisation des ressources pour l'élimination de l'IKB.

Au niveau international, le tableau de bord IKB favorise la collaboration et le partage de l'expérience, car des pays confrontés aux mêmes obstacles à l'amélioration de leurs scores dans un domaine

⁴ Les observateurs du MIKT sont les Parties à la CMS et/ou les États non Parties à la CMS intéressés par la question (Allemagne, Portugal, Bosnie-Herzégovine et Turquie).

particulier pourront vouloir travailler ensemble afin de définir des stratégies, dispenser des formations et partager des expériences.

Le tableau de bord ne doit pas être utilisé dans le cadre de processus relatifs au respect des Traités.

Vue d'ensemble du tableau de bord

Le cadre d'indicateurs, qui constitue l'ossature du tableau de bord permettant aux États d'évaluer leurs progrès dans l'élimination de l'IKB, est organisé en cinq domaines, chacun portant sur un aspect spécifique de la lutte contre l'IKB :

- A. Suivi national de l'IKB (Gestion des données sur la portée et l'échelle de l'IKB) – 4 indicateurs
- B. Niveau d'exhaustivité de la législation nationale – 9 indicateurs
- C. Réponse en matière de lutte contre la fraude⁵ (Niveau de préparation des organes chargés de l'application des lois et de la lutte contre la fraude, et coordination des institutions nationales) – 6 indicateurs
- D. Poursuites et condamnations (Efficacité des procédures judiciaires) – 4 indicateurs
- E. Prévention (Autres instruments utilisés pour lutter contre l'IKB) – 5 indicateurs

Les 28 indicateurs représentent les domaines critiques permettant d'évaluer l'efficacité de la réponse nationale à l'IKB.

Le premier groupe d'indicateurs donne un aperçu des connaissances sur l'étendue et l'échelle de l'IKB au niveau national au regard du nombre d'oiseaux abattus, prélevés ou commercialisés illégalement par an ainsi que du nombre de cas ayant fait l'objet de poursuites.

Le deuxième groupe d'indicateurs évalue dans quelle mesure la législation nationale porte sur l'IKB, régit le prélèvement d'oiseaux sauvages et intègre le droit et les engagements internationaux.

Le troisième groupe d'indicateurs examine les réponses en matière de lutte contre la fraude et d'application des lois relatives à l'IKB, à travers l'existence d'un plan d'action constituant une priorité partagée par des agences chargées de l'application des lois et de la lutte contre la fraude correctement formées et dotées d'un personnel suffisant pour que les affaires fassent l'objet de poursuites.

Le quatrième groupe d'indicateurs porte sur l'efficacité du système judiciaire de lutte contre l'IKB qui devrait être conscient de la gravité de l'IKB et dûment formé pour infliger les sanctions appropriées.

Le dernier groupe d'indicateurs examine les autres instruments utiles à la réduction de l'IKB, comme la sensibilisation du public, la prise en compte des moteurs de l'IKB, la coordination internationale et l'engagement des parties prenantes.

Tableau 1 - Les indicateurs dans le tableau de bord IKB

A. Suivi national de l'IKB (Gestion des données sur la portée et l'échelle de l'IKB)	1. Situation et échelle de l'IKB Le niveau de disponibilité des données sur les activités illégales à l'échelle nationale
	2 Nombre, répartition et tendance des oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés Le nombre, la tendance, la répartition saisonnière et géographique des oiseaux illégalement abattus, piégés et vendus dans votre pays, y compris dans les territoires d'outre-mer.
	3. Connaissance de l'étendue des cas d'IKB par la justice Le niveau de disponibilité des données sur les activités illégales à l'échelle nationale

5 N. d. T. : Dans le présent document, l'expression anglaise « *law enforcement* » a généralement été traduite par « lutte contre la fraude » par souci de concision et de cohérence avec la terminologie employée dans le Cadre d'indicateurs de l'ICCWC. Toutefois, cette locution est à interpréter de manière globale afin d'inclure l'application des lois au sens large.

	<p>4. Nombre de cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuites au cours de la période de rapport Le nombre de cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuites au cours de la période de rapport</p>
<p>B. Niveau d'exhaustivité de la législation nationale</p>	<p>5. Législation nationale sur la faune sauvage Le niveau d'exhaustivité des dispositions législatives nationales en vigueur pour la conservation, la gestion et l'utilisation de la faune sauvage, y compris l'interdiction de l'IKB</p> <p>6. Utilisation réglementée Le niveau d'exhaustivité de la législation nationale concernant l'utilisation durable de la faune sauvage, incluant la chasse</p> <p>7. Interdictions en vertu de la législation nationale L'étendue des activités interdites par la législation nationale</p> <p>8. Exceptions à la législation nationale L'étendue de l'examen réglementaire concernant toute autorisation de dérogation</p> <p>9. Sanctions et peines Le niveau d'exhaustivité des sanctions relatives à l'IKB</p> <p>10. Proportionnalité des sanctions Le niveau de prise en compte de la gravité des cas d'IKB dans la législation nationale pertinente</p> <p>11. Utilisation du droit pénal La mesure dans laquelle une combinaison entre la législation nationale pertinente et le droit pénal est utilisée pour poursuivre les infractions relatives à l'IKB à l'appui de la législation promulguée pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages</p> <p>12. Législation relative à la criminalité organisée La mesure dans laquelle une législation spécifique visant à lutter contre la criminalité organisée est utilisée pour lutter contre l'IKB</p> <p>13. Transposition du droit et des engagements internationaux dans la législation nationale Le niveau d'exhaustivité des dispositions législatives nationales pour transposer les engagements internationaux de l'État relatifs à l'IKB</p>
<p>C. Réponse en matière de lutte contre la fraude (Niveau de préparation des organes chargés de l'application des lois et de la lutte contre la fraude, et coordination des institutions nationales)</p>	<p>14. Plan d'action national pour la lutte contre l'IKB L'existence d'une stratégie nationale ou d'un plan d'action pour l'IKB</p> <p>15. Priorité de l'IKB dans la lutte contre la fraude La reconnaissance de la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages comme une priorité élevée au niveau national</p> <p>16. Parties prenantes et élaboration des politiques Le niveau de participation des parties prenantes à l'élaboration des politiques relatives à l'IKB</p> <p>17. Personnel et recrutement Le niveau des ressources humaines dans les agences nationales de lutte contre la fraude et d'application des lois pour combattre la criminalité liée aux espèces sauvages</p> <p>18. Formation spécifique Le pourcentage d'agents chargés de la lutte contre la fraude et de l'application des lois formés chaque année sur les questions relatives à l'IKB</p> <p>19. Effort de lutte contre l'IKB sur le terrain L'intensité des efforts déployés par les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois pour lutter contre l'IKB</p>
<p>D. Poursuites et condamnations</p>	<p>20. Qualité des procédures judiciaires L'efficacité et l'efficacité de l'administration de sanctions pour les infractions relatives à l'IKB</p>

(Efficacité des procédures judiciaires)	21. Lignes directrices sur les condamnations L'existence de lignes directrices nationales pour condamner les contrevenants impliqués dans la criminalité liée aux espèces sauvages
	22. Prise de conscience au sein du système judiciaire L'ampleur de la prise de conscience des procureurs et des juges vis-à-vis de l'importance de la criminalité liée aux espèces sauvages, et la pertinence des jugements rendus
	23. Formation au sein du système judiciaire Le pourcentage de procureurs et juges formés aux aspects relatifs à l'IKB
E. Prévention (Autres instruments utilisés pour lutter contre l'IKB)	24. Coopération internationale La mesure dans laquelle les institutions nationales profitent des initiatives internationales et des groupes de travail sur l'IKB
	25. Moteurs de la criminalité liée aux espèces sauvages Le niveau de connaissance et de compréhension des moteurs de l'IKB dans le pays
	26. Activités relatives à la demande Le niveau de mise en œuvre des activités permettant de traiter la demande en produits illégaux issus des espèces sauvages
	27. Communauté soumise aux réglementations La mesure dans laquelle du matériel et/ou des programmes de sensibilisation sont en place afin que la communauté soumise aux réglementations soit sensibilisée aux lois applicables en matière d'utilisation durable des oiseaux sauvages
	28. Actions de sensibilisation du public La mesure dans laquelle du matériel et/ou des programmes de sensibilisation sont en place pour renforcer la prise de conscience du public vis-à-vis de l'IKB

Comment utiliser le tableau de bord IKB

Processus

Le tableau de bord IKB fournit une méthode d'auto-évaluation volontaire pour la collecte systématique d'informations appropriées au niveau national et devrait permettre aux États de comparer les résultats aux niveaux régional et international, le cas échéant, ainsi que d'identifier et partager les méthodes particulièrement efficaces, ou les difficultés rencontrées et les lacunes qui nécessitent une action concertée supplémentaire.

L'évaluation vise à permettre aux États d'examiner leurs progrès dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action de Tunis et du Programme de travail du MIKT et devrait ainsi être réalisée régulièrement. Par conséquent, les États pourront mener l'évaluation périodiquement.

L'apport principal du tableau de bord consiste en une auto-évaluation par les administrations nationales responsables. Pour une précision et une objectivité maximales, il est recommandé que l'évaluation soit réalisée à travers un processus de collaboration associant le personnel des agences pertinentes de lutte contre la fraude et d'application des lois, telles que l'agence chargée de la réglementation relative aux espèces sauvages, et les agences de lutte contre la fraude. La consultation des parties prenantes non gouvernementales telles que les communautés soumises aux réglementations⁶ et les organisations de conservation est également recommandée.

Le processus décrit ci-dessous correspond bien au processus d'élaboration d'un plan d'action national, car les parties prenantes pertinentes (gouvernementales et non gouvernementales) sont les mêmes et les informations recueillies apportent des connaissances sur la situation actuelle et

⁶ La communauté soumise aux réglementations peut inclure les personnes pratiquant des prélèvements, les commerçants et/ou tout individu ou groupe à qui a été délivré un permis et/ou une licence de prélèvement, d'utilisation et/ou de commerce d'oiseaux sauvages et de leurs produits et/ou qui mène des activités relatives au commerce des oiseaux sauvages.

permettent aux États d'évaluer les progrès à venir. Un guide détaillé étape par étape est présenté dans le tableau 2.

Tableau 2 - Conduire une évaluation à l'aide du Cadre d'indicateurs IKB - Un guide phase par phase

<p>Planification</p>	<p>1. Identifier l'agence chef de file et mettre en place l'équipe de projet</p> <p>Chaque évaluation sera généralement menée par une agence chef de file. Afin d'assurer la collaboration d'autres agences clés participant à la lutte contre l'IKB, une équipe interagence devra être créée.</p> <p>2. Identifier les parties prenantes et les experts concernés pouvant participer</p> <p>Il est recommandé que le processus d'évaluation au niveau national associe idéalement toutes les parties prenantes concernées, y compris des ONG.</p> <p>3. Assurer les besoins en ressources</p> <p>Il est recommandé de prévoir à l'avance l'affectation des ressources nécessaires à l'exercice d'évaluation.</p>
<p>Collecte de données</p>	<p>4. Identifier les besoins en matière de données</p> <p>La grande majorité des indicateurs nécessite des évaluations d'experts, un examen de la législation et des procédures et, dans quelques cas, la collecte et l'analyse de données. La disponibilité, l'accessibilité et les coûts connexes doivent être pris en compte à un stade précoce afin de faciliter l'accès aux données requises en temps opportun.</p> <p>5. Demander les données</p> <p>Dans certains cas, ces données peuvent être détenues par d'autres agences, et des demandes formelles d'accès devront être faites. La première tentative d'évaluation pourra permettre d'identifier des domaines dans lesquels les données importantes ne sont pas enregistrées actuellement. Des mesures devront être prises le plus tôt possible pour veiller à ce que les besoins en matière de données soient satisfaits.</p> <p>6. Rassembler et examiner les documents</p> <p>Un certain nombre de questions nécessitent l'examen de documents, de processus opérationnels ou de données. Une telle documentation doit être recueillie et examinée le plus tôt possible avant l'évaluation et l'atelier collaboratifs.</p> <p>7. Organiser un atelier pour compléter l'évaluation à dire d'expert</p> <p>Il est recommandé d'organiser un atelier pour examiner et attribuer un score aux indicateurs d'évaluation. Les participants devront représenter les organismes et parties prenantes concernés identifiés à l'étape 2. Il est recommandé que le modèle d'évaluation soit diffusé bien avant l'atelier.</p>
<p>Analyse et enregistrement au niveau national</p>	<p>8. Analyser les résultats</p> <p>La plupart des indicateurs IKB sont évalués par des « scores », ce qui permet de générer un score global pour chacun des 6 groupes. La comparaison des scores entre les groupes peut aider à identifier les forces et les faiblesses de la réponse actuelle à l'IKB. Un score global sera également calculé. Dans la première évaluation, une note d'évaluation initiale sera générée. Après la deuxième et la troisième évaluations et le score global, il sera possible de dégager des tendances et de les étudier.</p> <p>9. Identifier les besoins d'amélioration du processus</p> <p>L'équipe de projet devra examiner le processus suivi puis identifier et documenter brièvement toute modification ou amélioration qui devrait être apportée à la future évaluation, en informant les Secrétariats de la Convention de Berne et de la CMS.</p>

Publication et compilation du tableau de bord au niveau international

10. Publication finale et diffusion

Les Secrétariats des Conventions compileront et publieront le tableau de bord final et les réponses individuelles des pays. Le tableau de bord compilé final devra également être transmis au Comité permanent de la Convention de Berne ainsi qu'à la COP de la CMS, et être largement diffusé.

Calendrier de la mise en œuvre de l'auto-évaluation

Pour procéder à une auto-évaluation des progrès dans la lutte contre l'IKB au niveau national au cours du temps, le tableau de bord doit être utilisé à plusieurs reprises.

Le Plan d'action de Tunis (TAP) et le Programme de travail du MIKT (PoW) prévoient un suivi régulier et des rapports sur les progrès réalisés. Cet outil offre la possibilité de faire rapport sur les deux initiatives, le cas échéant.

Il est prévu que la première auto-évaluation soit réalisée en 2018. Il s'agira de la base de référence qui permettra aux États de comparer l'état de l'IKB et les efforts déployés aux échelles nationale et régionale. La prochaine auto-évaluation sera réalisée en 2020 car il s'agit de l'échéance du TAP et du programme de travail du MIKT. La troisième auto-évaluation sera menée en 2023. Les évaluations suivantes auront lieu de manière synchrone avec les COP de la CMS (c'est-à-dire tous les 3 ans).

	2017				2018				2019				2020				2021				2022				2023							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV				
Tableau de bord IKB							B								1																2	
TAP																																
Comité permanent Conv. de Berne																																
Réunion SFP																																
Réunion du MIKT																																
COP de la CMS																																
MOP de l'AEWA																																
Reporting art. 12 Directive Oiseaux																																

Tableau 3 - Réunions et reporting IKB. L'évaluation de base 'B' permettra de comparer la situation à l'échelle nationale, alors que le rapport n° 1 sera utilisé pour auto-évaluer les progrès relatifs au TAP et au programme de travail du MIKT. L'évaluation n° 2 et les suivantes auront lieu tous les 3 ans de manière synchrone avec les sessions de la COP de la CMS.

Utilisation d'indicateurs d'auto-évaluation au niveau national

La plupart des indicateurs sont mesurés en utilisant des avis d'experts des agences de lutte contre la fraude nationales pertinentes et des autres parties prenantes, le cas échéant. Chacun de ces indicateurs d'évaluation à dire d'expert propose une question suivie d'une échelle de réponse en quatre parties, chaque réponse contenant généralement plusieurs composantes. Bien que liées, ces composantes sont répertoriées séparément pour que les experts puissent évaluer chacune d'elles individuellement afin d'identifier celles qui correspondent le mieux à la situation nationale. Après avoir examiné les différentes composantes d'une réponse, il est alors possible d'identifier lequel des quatre scores de réponse - de 0 à 3 - représente le mieux la situation nationale. Dans certains cas, le choix entre les quatre scores peut ne pas être évident. Une brève justification écrite des choix devra être inscrite dans les commentaires sous chaque indicateur. Des orientations pouvant être suivies dans ces situations sont fournies dans les scénarios suivants.

Scénario 1 : Score unique

Dans le scénario le plus simple, les experts participants choisiront des composantes correspondant toutes à un même score. Dans ce cas, ce score devra être choisi pour l'indicateur.

0	1 ✓	2	3
<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ne font pas l'objet de poursuites devant le tribunal pénal <input type="checkbox"/> Ne sont pas soumises à des sanctions administratives ou d'autres types de sanctions <input type="checkbox"/> Ne sont pas enregistrées et ne sont pas accessibles à d'autres procureurs/juges 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prennent généralement plus de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale ✓ Prennent généralement plus de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction ✓ En général, il en résulte plus de 50 % d'acquittements ✓ Sont traitées par des procureurs généraux et des juges non spécialisés dans la criminalité liée aux espèces sauvages ✓ Sont enregistrées mais ne sont pas facilement accessibles à d'autres procureurs/juges Les rapports de la société civile concernant l'IKB font habituellement l'objet d'enquêtes 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement, plus d'un an mais moins de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement, plus de trois mois mais moins de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général, il en résulte moins de 25 % d'acquittements <input type="checkbox"/> Sont principalement traitées par des procureurs généraux et des juges qui tendent à être spécialisés dans les affaires de criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Sont enregistrées et sont accessibles à d'autres procureurs/juges à l'échelle nationale 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement, moins d'un an pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement moins de trois mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général, il en résulte moins de 10 % d'acquittements <input type="checkbox"/> Sont principalement gérées par des procureurs et des juges spécialisés <input type="checkbox"/> Sont enregistrés et accessibles à d'autres procureurs/juges à l'échelle régionale au niveau géographique du tableau de bord IKB

Scénario 2 : Score multiple

Pour certains indicateurs, les experts participants pourront choisir des composantes qui relèvent de plusieurs scores de réponse. Dans ces cas, le score correspondant au plus grand nombre de réponses sélectionnées devra être choisi pour cet indicateur.

0	1	2 ✓	3
<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ne font pas l'objet de poursuites devant le tribunal pénal <input type="checkbox"/> Ne sont pas soumises à des sanctions administratives ou d'autres types de sanctions <input type="checkbox"/> Ne sont pas enregistrées et ne sont pas accessibles à d'autres procureurs/juges 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement plus de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement plus de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input checked="" type="checkbox"/> En général, il en résulte plus de 50 % d'acquittements <input type="checkbox"/> Sont traitées par des procureurs généraux et des juges non spécialisés dans la criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Sont enregistrées mais ne sont pas facilement accessibles à d'autres procureurs/juges Les rapports de la société civile concernant l'IKB font habituellement l'objet d'enquêtes 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Prennent généralement, plus d'un an mais moins de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input checked="" type="checkbox"/> Prennent généralement, plus de trois mois mais moins de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général, il en résulte moins de 25 % d'acquittements <input checked="" type="checkbox"/> Sont principalement traitées par des procureurs généraux et des juges qui tendent à être spécialisés dans les affaires de criminalité liée aux espèces sauvages <input checked="" type="checkbox"/> Sont enregistrées et sont accessibles à d'autres procureurs/juges à l'échelle nationale 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement, moins d'un an pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement moins de trois mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général, il en résulte moins de 10 % d'acquittements <input type="checkbox"/> Sont principalement gérées par des procureurs et des juges spécialisés <input type="checkbox"/> Sont enregistrés et accessibles à d'autres procureurs/juges à l'échelle régionale au niveau géographique du tableau de bord IKB

Si les composantes sont sélectionnées de manière égale entre deux (ou plusieurs) évaluations, une approche prudente devra être adoptée et le score le plus bas sera sélectionné pour cet indicateur.

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les affaires d'IKB:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ne font pas l'objet de poursuites devant le tribunal pénal <input type="checkbox"/> Ne sont pas soumises à des sanctions administratives ou d'autres types de sanctions <input type="checkbox"/> Ne sont pas enregistrées et ne sont pas accessibles à d'autres peurs/juges 	<p>Les affaires d'IKB:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement plus de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale. <input type="checkbox"/> Prennent généralement plus de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général il en résulte plus de 50% d'acquittements <input type="checkbox"/> Sont traitées par des procureurs généraux et des juges non spécialisés dans la criminalité liée aux espèces sauvages. <input type="checkbox"/> Sont enregistrées mais ne sont pas facilement accessibles à d'autres procureurs/juges 	<p>Les affaires d'IKB:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement plus d'un an mais moins de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input checked="" type="checkbox"/> Prennent généralement plus de trois mois mais moins de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général il en résulte moins de 25% d'acquittements <input checked="" type="checkbox"/> Sont principalement traitées par des procureurs généraux et des juges qui tendent à être spécialisés dans les affaires de criminalité liées aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Sont enregistrées et sont accessibles à d'autres procureurs / juges à l'échelle nationale 	<p>Les affaires d'IKB:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Prennent généralement, moins d'un an pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement moins de trois mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction. <input checked="" type="checkbox"/> En général il en résulte moins de 10% d'acquittements. <input type="checkbox"/> Sont principalement gérées par des procureurs et des juges spécialisés. <input type="checkbox"/> Sont enregistrées et sont accessibles à d'autres procureurs / juges à l'échelle régionale au niveau géographique du tableau de bord IKB.

Scénario 3 : Absence de consensus

La meilleure façon de conduire l'évaluation à dire d'expert fera appel à la participation d'experts de tous les organismes pertinents et il est recommandé qu'un groupe multipartite soit impliqué. Parfois, les experts n'arriveront pas à un consensus sur la situation nationale. Dans de telles situations, plusieurs approches peuvent être adoptées pour générer un score national unique, et il sera alors essentiel de documenter les diverses réponses pour chaque indicateur en fournissant des informations sur le contexte qui seront utiles pour l'analyse des résultats.

- a. Si une agence de lutte contre la fraude a clairement un rôle dominant pour l'indicateur en question, il est suggéré d'adopter les composantes choisies par cette agence, et de décrire clairement les points de vue des autres agences dans la section des commentaires.
- b. S'il n'y a pas d'agence ayant clairement le leadership pour l'indicateur (p. ex. pour l'indicateur portant sur les besoins de formation de toutes les agences), il est suggéré d'adopter une approche prudente en choisissant le score global le plus faible, en prenant également soin de bien consigner les différents points de vue dans la section des commentaires. Pour ces indicateurs, il peut également être souhaitable de compléter l'évaluation au niveau de chaque agence afin de produire pour chacune d'elle un score distinct.
- c. Lorsqu'il existe un large éventail d'opinions d'experts et aucune issue claire, il est suggéré de ne pas produire de score pour l'indicateur et de documenter clairement les points de vue divergents en enregistrant le score minimal et le score maximal ainsi que leur justification.

Attribution des scores et évaluation des résultats

La plupart des indicateurs peuvent recevoir un score situé entre 0 et 3. Deux indicateurs (n° 12 et n° 16) comprennent l'option « non applicable » qui, si elle est utilisée, ne générera pas de score pour cet indicateur en particulier. Les États devront clairement indiquer pourquoi ils considèrent que l'indicateur n'est pas applicable dans leur pays. Le score maximal de l'évaluation au niveau national (c.-à-d. la somme des scores de tous les indicateurs) sera de 75. Il sera également utile d'examiner le score pour chaque groupe d'indicateurs en calculant le score moyen par groupe, car le nombre d'indicateurs produisant des scores varie dans chacun des cinq groupes.

<i>Indicateur</i>	<i>Groupe d'indicateurs</i>	<i>Score maximal du groupe</i>
1. Situation et échelle de l'IKB		
2. Nombre, répartition et tendance des oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés	A. Suivi national de l'IKB (Gestion des données sur la portée et l'échelle de l'IKB)	6 + données
3. Connaissance de l'étendue des cas d'IKB par la justice		
4. Nombre de cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuites au cours de l'année précédente (données)		
5. Législation nationale sur la faune sauvage	B. Niveau d'exhaustivité de la législation nationale	27 (24 si le score de l'indicateur n° 12 est « Non applicable »)
6. Utilisation réglementée		
7. Interdictions en vertu de la législation nationale		
8. Exceptions à la législation nationale		
9. Sanctions et peines		
10. Proportionnalité des sanctions		
11. Utilisation du droit pénal		
12. Législation relative à la criminalité organisée	C. Réponse en matière de lutte contre la fraude (Niveau de préparation des organes chargés de l'application des lois et de la lutte contre la fraude, et coordination des institutions nationales)	15 (12 si le score de l'indicateur n° 16 est « Non applicable ») + données
13. Transposition du droit et des engagements internationaux dans la législation nationale		
14. Plan d'action national pour la lutte contre l'IKB		
15. Priorité de l'IKB dans la lutte contre la fraude		
16. Parties prenantes et élaboration des politiques		
17. Personnel et recrutement		
18. Formation spécifique		
19. Effort de lutte contre l'IKB sur le terrain	D. Poursuites et condamnations (Efficacité des procédures judiciaires)	12
20. Qualité des procédures judiciaires		
21. Lignes directrices sur les condamnations		
22. Prise de conscience au sein du système judiciaire	E. Prévention (Autres instruments utilisés pour lutter contre à l'IKB)	15
23. Formation au sein du système judiciaire		
24. Coopération internationale		
25. Moteurs de la criminalité liée aux espèces sauvages		
26. Activités relatives à la demande		
27. Communauté soumise aux réglementations		
28. Actions de sensibilisation du public		
SCORE TOTAL MAXIMUM		75 (72 ou 69)

Trois indicateurs ne génèrent pas de score mais fournissent des données. Les données concernent en particulier : le nombre d'oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés (indicateur n° 2), le nombre de personnes poursuivies pour des faits d'IKB (indicateur n° 4) et l'effort de lutte contre l'IKB sur le terrain (indicateur n° 19). Les trois ensembles de données fournissent un aperçu important de l'étendue et de la tendance de l'IKB dans chaque pays.

Des efforts seront probablement nécessaires pour générer l'estimation de la quantité d'oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés. Définir l'étendue d'une activité illégale est toujours une tâche complexe, qui nécessite une bonne connaissance des méthodes utilisées par les criminels et la participation d'un certain nombre de parties prenantes pertinentes. Aucun document d'orientation n'a été élaboré jusqu'à présent par la Convention de Berne ou la CMS et les seules lignes directrices spécifiques actuellement disponibles sont celles produites par BirdLife international et présentées lors de la première réunion du MIKT⁷. Les autorités nationales sont invitées à fournir des informations sur la façon dont leurs estimations sont générées.

Les données pour l'indicateur n° 4 devraient être disponibles via les bases de données gérées (ou alimentées) par le système judiciaire pour suivre ses activités. L'indicateur n° 19 peut être complété par des informations plus détaillées sur le nombre de membres du personnel (ou de journées de personnel) déployés sur le terrain, car ces informations peuvent être détenues par les agences de lutte contre la fraude et être utilisées pour rendre compte de leurs activités et résultats.

La plupart des indicateurs enquêtent sur les réponses des autorités nationales face à l'IKB et sont essentiels pour suivre les progrès et informer les autorités nationales sur les domaines où de plus amples efforts sont nécessaires. En d'autres termes, les indicateurs n° 1 et n° 2 mesurent l'état et la tendance de l'IKB, tandis que les autres permettent à l'État d'auto-évaluer les mesures prises contre l'IKB.

Présentation des résultats

Le score total produit par les indicateurs permet à l'État de mesurer l'étendue de ses efforts de lutte contre l'IKB. Bien qu'une simple méthode de notation puisse apparaître comme un moyen simple d'auto-évaluation des mesures de l'IKB, elle ne fournit pas une image complète de la question complexe en jeu.

En outre, il est peu probable qu'un score unique fournisse des informations utiles sur les domaines sur lesquels chaque État devrait se concentrer pour développer une gamme complète de réponses à l'IKB appropriées. Par conséquent, les résultats agrégés peuvent être présentés sous une forme de tableau comparant les groupes d'indicateurs en fonction du score national par rapport au score maximal possible. Le score maximal possible pour les groupes B et C varie selon que l'option « non applicable » ait été utilisée ou non. Étant donné que les résultats nationaux sont exprimés en pourcentage du score total possible au niveau national, les résultats agrégés prennent en compte les pays qui répondent « non applicable » à l'un ou à l'autre des indicateurs.

Chaque résultat recevra un code de couleur :

- Rouge - Score national < 25 % du score maximal possible
- Jaune - Score national entre 25 % et 50 % du score maximal possible
- Vert clair - Score national entre 50 % et 75 % du score maximal possible
- Vert - Score national > 75 % du score maximal possible

Cela permettra une évaluation, au niveau national, des domaines où un travail supplémentaire pourrait être nécessaire, et permettra aux États de partager des informations au niveau international et d'identifier les domaines où des conseils et un soutien pourraient être utiles.

⁷ Document MIKT1, disponible sur <http://www.cms.int/en/document/best-practice-guide-monitoring-illegal-and-taking-birds>

Enfin, les actions que chaque pays a mises en œuvre ou qu'il considère devoir développer davantage sont également directement liées à la gravité du problème de l'IKB. Par conséquent, les informations fournies par chaque pays par l'intermédiaire de l'indicateur n° 4 (estimation du nombre d'oiseaux abattus ou prélevés illégalement) seront affichées (en tant que classe de gravité) dans une autre colonne.

Les classes de gravité du problème IKB seront les suivantes :

- Classe I (Rouge) - Estimation annuelle de l'IKB > 2,5 millions ;
- Classe II (Orange) - Estimation annuelle de l'IKB entre 750 000 et 2,5 millions ;
- Classe III (Orange clair) - Estimation annuelle de l'IKB entre 100 000 et 750 000 ;
- Classe IV (Jaune) - Estimation annuelle IKB < 100 000.

Cela situera les résultats présentés dans les premières colonnes dans le contexte de l'ampleur du problème de l'abattage illégal des oiseaux sauvages au niveau national.

Pays	A. Suivi national de l'IKB	B. Niveau d'exhaustivité de la législation nationale	C. Réponse en matière de lutte contre la fraude	D. Poursuites et condamnation	E. Prévention	Ampleur du problème IKB
XXX						
YYY						
ZZZ						
....						

Les six scores ensemble permettront une meilleure auto-évaluation des efforts déployés et des succès de chaque pays pour lutter contre l'abattage illégal des oiseaux sauvages, et les icônes suivantes pourront être utilisées comme indicateurs des résultats auto-évalués :



Le problème de l'IKB nécessite toujours un effort important



Le problème de l'IKB nécessite davantage d'efforts



Le problème de l'IKB est en grande partie traité



Tableau de bord IKB

Modèle d'évaluation⁸

Pays	
Date de l'évaluation	
Période de rapport	
Personne contact	
Coordonnées	

⁸ Une fois terminé et publié, ce tableau de bord ne doit pas être utilisé dans le cadre du processus de suivi du respect des Traités.

A. Suivi national de l'IKB - Gestion des données sur la portée et l'échelle de l'IKB.

1. Situation et échelle de l'IKB

Le niveau de disponibilité des données sur les activités illégales à l'échelle nationale.

Question : Quelle est la nature des données nationales sur l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Les données et informations sur le nombre total d'oiseaux abattus ou prélevés illégalement imputable à l'IKB ne sont pas disponibles	<input type="checkbox"/> L'estimation nationale du nombre d'oiseaux abattus ou prélevés illégalement imputable à l'IKB est basée sur des avis d'experts ⁹ et des informations ponctuelles	<input type="checkbox"/> L'estimation nationale du nombre d'oiseaux abattus ou prélevés illégalement imputable à l'IKB est partiellement basée sur des données quantitatives et des mentions, et partiellement sur des estimations et extrapolations	<input type="checkbox"/> L'estimation nationale du nombre d'oiseaux abattus ou prélevés illégalement imputable à l'IKB est largement basée sur des données quantitatives et des mentions

Commentaires :

⁹ L'avis ou le dire d'expert est défini comme étant l'avis d'une personne qui, en vertu de connaissances, compétences, formation ou expérience, est qualifiée pour fournir des informations sur des questions qui dépassent la connaissance commune des personnes ordinaires.

2. Nombre, répartition et tendance des oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés

Le nombre, la tendance, la répartition saisonnière et géographique des oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés dans votre pays, y compris dans les territoires d'outre-mer¹⁰.

Question : *Quel est le nombre estimé d'oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés chaque année dans votre pays, y compris dans les territoires d'outre-mer concernés, et à quelle saison ? Quelle est la tendance ?*

Mesure : Estimation du nombre d'oiseaux illégalement abattus, piégés ou commercialisés chaque année

	Mars / Mai	Juin / Août	Septembre / Novembre	Décembre / Février	Total
Niveau national					
(Région/zone/territoire)					
[Ajouter des lignes pour chaque région pour laquelle des données ou des estimations sont disponibles]					

Tendance de l'IKB au cours des 3 dernières années	Augmentation	Stabilité	Diminution	Pas de tendance claire
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires¹¹ :

¹⁰ Seulement les territoires d'outre-mer situés dans la zone couverte par la carte présentée en figure 1 où s'applique la Directive Oiseaux.

¹¹ Veuillez fournir des informations sur la façon dont les estimations ont été élaborées.

3. Connaissance de l'étendue des cas d'IKB par les autorités nationales

Le niveau de disponibilité des données sur les activités illégales à l'échelle nationale.

Question : Des données sur la situation et l'échelle des cas d'IKB sont-elles disponibles ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Les données sur le nombre et la répartition des cas d'IKB ne sont pas disponibles <input type="checkbox"/> Les données sur le nombre et la répartition des cas d'IKB sont disponibles mais n'ont pas été utilisées pour évaluer l'échelle et la répartition de l'IKB	<input type="checkbox"/> L'estimation nationale du nombre et de la répartition des cas d'IKB est entièrement basée sur des avis d'experts / la modélisation / d'autres méthodes indirectes	<input type="checkbox"/> L'estimation nationale de l'échelle et de la répartition des cas d'IKB est extrapolée sur la base de statistiques partielles , rendues publiques, portant sur la criminalité et notamment sur l'IKB	<input type="checkbox"/> Les données nationales sur les cas d'IKB sont disponibles et sont basées sur des statistiques officielles complètes et rendues publiques, portant sur la criminalité et notamment sur l'IKB

Commentaires :

4. Nombre de cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuites au cours de la période considérée

Le nombre cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuites au cours de la période considérée.

Question : Combien de cas d'IKB ont fait l'objet de poursuites dans votre pays au cours de la période considérée ?

Renseignements sur le nombre de cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuites au cours de la période d'évaluation

Catégorie d'infraction IKB	Nombre de personnes poursuivies au cours de la période d'évaluation	Nombre de spécimens d'oiseaux faisant l'objet de l'infraction (spécimens saisis)
Abattage illégal d'oiseaux protégés (tir, empoisonnement, autres méthodes d'abattage)		
Prélèvement illégal d'oiseaux protégés (piégeage par tout moyen)		
Possession illégale d'oiseaux protégés vivants ou morts		
Importation ou transport illégal d'oiseaux protégés vivants ou morts		
Taxidermie illégale d'oiseaux protégés		
Commerce illégal d'oiseaux protégés (y compris le trafic ou la publicité pour la vente de tout oiseau protégé vivant ou mort ou de ses parties)		
Proposition d'espèces protégées dans les restaurants		
Utilisation de méthodes de chasse interdites (appelants, pièges, filets, lumières, gaz, etc.)		
Chasse en dehors de la saison d'ouverture ou en dehors des horaires autorisés		
Chasse sans permis, violation des conditions de permis (p. ex. dépassement des quotas de chasse, défaut de déclaration des oiseaux capturés, etc.)		
Chasse dans les zones interdites (réserves de chasse)		
Prélèvements d'œufs		
Totaux		

Après avoir consulté le projet de formulaire de déclaration de la Convention de Berne pour l'enregistrement des cas de criminalité contre les oiseaux sauvages¹², ainsi que la définition de travail

¹²<https://wcd.coe.int/com.instranet.InstraServlet?command=com.instranet.CmdBlobGet&InstranetImage=2919703&SecMode=1&DocId>

suivante de l'IKB : « les activités illégales¹³ commises intentionnellement pouvant entraîner la mort, des blessures ou le prélèvement dans la nature de spécimens¹⁴ d'oiseaux sauvages morts ou vivants, y compris leurs parties ou produits », les répondants devront indiquer le nombre de cas d'infractions relatives à l'IKB pour chaque catégorie d'infraction rendue publique¹⁵ au cours de la période d'évaluation ainsi que, le cas échéant, le nombre de spécimens d'oiseaux faisant l'objet de l'infraction.

Dans le cas où une infraction a été commise par un groupe de personnes, le nombre d'infractions à déclarer dans la deuxième colonne du tableau ci-dessus devra être multiplié par le nombre de personnes impliquées/poursuivies pour cette infraction.

Dans le cas où une seule personne a fait l'objet de plusieurs accusations pour différentes catégories d'infractions (par exemple l'abattage illégal d'un oiseau protégé et l'utilisation de méthodes de chasse interdites), le cas devra être signalé dans chaque catégorie d'infraction dont cette personne a été accusée/poursuivie.

[=2369656&Usage=2](#)

13 « Illégal » signifie, à cette fin, enfreignant le droit national, régional ou international.

14 Un « spécimen » désigne un animal mort ou vivant

15 « Rendue publique » qualifie une infraction IKB pour laquelle des preuves matérielles suffisantes ont été recueillies afin de permettre l'identification des suspects et la poursuite de l'infraction conformément aux procédures pénales ou administratives applicables.

B. Niveau d'exhaustivité de la législation nationale

5. Législation nationale sur la faune sauvage¹⁶

Le niveau d'exhaustivité des dispositions législatives nationales en vigueur pour la conservation, la gestion et l'utilisation de la faune sauvage, y compris l'interdiction de l'IKB.

Question : Existe-t-il une législation nationale complète¹⁷ sur la conservation de la faune sauvage, incluant des dispositions pour la réglementation du commerce international de la faune sauvage ou de ses produits ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>La législation nationale sur la faune sauvage :</p> <p><input type="checkbox"/> N'a pas été adoptée</p>	<p>La législation nationale sur la faune sauvage :</p> <p><input type="checkbox"/> N'inclut pas de dispositions adéquates pour dissuader et combattre l'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> N'est pas soutenue par des réglementations et/ou un cadre législatif adapté</p>	<p>La législation nationale sur la faune sauvage :</p> <p><input type="checkbox"/> Inclut des dispositions adéquates pour dissuader et combattre l'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> N'est pas soutenue par des réglementations et/ou un cadre législatif adapté</p>	<p>La législation nationale sur la faune sauvage :</p> <p><input type="checkbox"/> Inclut des dispositions adéquates pour dissuader et combattre l'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> Est soutenue par des réglementations et/ou un cadre législatif adapté</p>

Commentaires :

¹⁶ Cet indicateur correspond à l'indicateur 28 du Cadre d'indicateurs de l'ICCWC.

¹⁷ Le niveau d'exhaustivité des dispositions dans tous les éléments pertinents de la législation nationale doit être examiné pour répondre à cette question. En général, les législations nationales relatives au secteur de la faune sauvage devraient, au minimum, définir des règles pour les aspects suivants :

- Droit de propriété relative à la faune sauvage, c'est-à-dire propriété de l'État, droits de propriété privée, droits des peuples autochtones ou propriété indigène ;
- Désignation des agences gouvernementales devant superviser et réglementer le secteur de la faune sauvage, les processus administratifs, etc. ;
- Réserves de chasse et zones de chasse, y compris l'identification des zones où la chasse de subsistance, commerciale ou de loisirs est interdite ou autorisée ;
- Systèmes de licence/permis pour la chasse commerciale et de loisirs, y compris les conditions d'octroi, de renouvellement et d'annulation des licences/permis de chasse ;
- Règles de transport et d'importation/exportation contrôlant les transports de spécimens de la faune sauvage, morts ou vivants, de parties d'animaux et de produits fabriqués à partir d'animaux sauvages dans le pays et à travers les frontières internationales ; et
- Infractions pour violation des législations nationales sur la faune sauvage et mesures de lutte contre la fraude.

6. Utilisation réglementée

Le niveau d'exhaustivité de la législation nationale concernant l'utilisation durable de la faune sauvage, y compris la chasse.

Question : Par quelles mesures et quels contrôles, la législation nationale réglemente-t-elle l'abattage et le prélèvement des oiseaux sauvages ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> Ne réglemente pas spécifiquement la chasse des oiseaux du point de vue de la conservation / de l'utilisation durable. Certaines législations concernant la chasse des oiseaux peuvent exister, mais elles considèrent l'activité principalement du point de vue du contrôle des armes et de la sécurité publique, et ne traitent pas les problèmes de conservation de la faune sauvage</p>	<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> En ce qui concerne la chasse, existe et fixe des paramètres de base qui s'appliquent à diverses espèces chassables, y compris les oiseaux, tels que :</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement et la définition des saisons de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement de la liste des espèces chassables</p> <p><input type="checkbox"/> La réglementation des méthodes de chasse</p>	<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> En ce qui concerne la chasse, existe séparément de la législation nationale concernant la conservation de la faune sauvage et définit des dispositions complètes concernant :</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement et la définition des saisons de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement de la liste des espèces chassables</p> <p><input type="checkbox"/> La définition des zones de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> La réglementation et la définition des méthodes autorisées pour la chasse</p> <p><input type="checkbox"/> La mise en œuvre d'un mécanisme d'autorisation efficace et de critères pour l'obtention des permis/licences de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement des limites et quotas de prélèvement pour les espèces chassables</p> <p><input type="checkbox"/> La réponse aux exigences de base en matière de rapport sur les tableaux de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> Des contrôles relatifs à la mise en œuvre</p>	<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> En ce qui concerne la chasse, est complètement intégrée dans le cadre de la législation nationale sur la conservation de la faune sauvage, ce qui garantit la prise en compte des aspects biologiques et de conservation dans les décisions relatives à la chasse et définit des dispositions complètes concernant :</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement et la définition des saisons de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement de la liste des espèces chassables</p> <p><input type="checkbox"/> La définition des zones de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> La réglementation et la définition des méthodes autorisées pour la chasse</p> <p><input type="checkbox"/> Les dispositions pour un mécanisme d'autorisation approprié et des critères pour l'obtention des permis/licences de chasse, y compris des exigences pour l'examen obligatoire des demandeurs de permis de chasser</p> <p><input type="checkbox"/> L'établissement de limites et des quotas de prélèvement pour les espèces chassables sur la base de considérations</p>

			<p>biologiques et de conservation</p> <p><input type="checkbox"/> La collecte en temps opportun des données des tableaux de chasse et les mécanismes de déclaration</p> <p><input type="checkbox"/> Les contrôles liés à la mise en œuvre, y compris l'application des lois et la lutte contre la fraude (par exemple, en fournissant des pouvoirs d'application des lois aux gardes chasse, gardes des parcs, etc.)</p>
--	--	--	--

Commentaires :

7. Interdictions en vertu de la législation nationale

L'étendue des activités interdites par la législation nationale.

Question : Dans quelle mesure la législation nationale prévoit-elle l'illégalité de l'abattage, du prélèvement et du commerce d'oiseaux sauvages ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>La législation nationale n'interdit généralement pas¹⁸ :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'abattage délibéré d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Le prélèvement d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> L'utilisation de moyens tels que les filets, pièges, bâtons enduits de glu, dispositifs sonores, etc. pour capturer des oiseaux <input type="checkbox"/> La possession¹⁹ d'oiseaux sauvages vivants ou morts ou de parties d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> L'importation ou le transport d'oiseaux sauvages ou de leurs parties et produits <input type="checkbox"/> La vente d'oiseaux sauvages 	<p>La législation nationale interdit généralement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'abattage délibéré d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Le prélèvement d'oiseaux sauvages 	<p>La législation nationale interdit généralement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'abattage délibéré d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Le prélèvement d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> L'utilisation de moyens tels que les filets, pièges, bâtons enduits de glu, dispositifs sonores, etc. pour capturer des oiseaux 	<p>La législation nationale interdit généralement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'abattage délibéré d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Le prélèvement d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> L'utilisation de moyens tels que les filets, pièges, bâtons enduits de glu, dispositifs sonores, etc. pour capturer des oiseaux <input type="checkbox"/> La possession d'oiseaux sauvages vivants ou morts ou de parties d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> L'importation ou le transport d'oiseaux sauvages ou de leurs parties et produits <input type="checkbox"/> La vente d'oiseaux sauvages

Commentaires :

¹⁸ L'interdiction générale peut faire l'objet de dérogations réglementées sur lesquelles porte la prochaine question.

¹⁹ La définition juridique de « possession » peut varier selon les pays. Veuillez vous référer à votre législation nationale.

8. Exceptions à la législation nationale

L'étendue du contrôle réglementaire concernant toute autorisation de dérogation.

Question : Dans quelle mesure la législation nationale prévoit-elle d'autoriser des dérogations aux interdictions générales énoncées dans la réponse à la question précédente ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> Prévoit l'autorisation de dérogations impliquant une ou plusieurs activités généralement interdites par la législation nationale</p> <p><input type="checkbox"/> Ne comprend pas de critères ni de processus spécifiques pour l'octroi / le suivi de telles dérogations</p>	<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> Prévoit l'autorisation de dérogations impliquant certaines activités généralement interdites par la législation nationale</p> <p><input type="checkbox"/> Définit les critères de base selon lesquels ces dérogations peuvent être accordées par l'autorité responsable ; toutefois, ces critères d'octroi de dérogation ne correspondent pas aux critères prévus par la Convention de Berne²⁰ / la CMS²¹ / la Directive Oiseaux de l'UE²² (pour les États membres de l'UE seulement)</p> <p><input type="checkbox"/> N'inclut pas de mécanisme de réglementation spécifique pour le suivi / le rapport sur les dérogations accordées</p>	<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> Prévoit l'autorisation de dérogations impliquant certaines activités généralement interdites par la législation nationale</p> <p><input type="checkbox"/> Définit des critères complets selon lesquels ces dérogations peuvent être accordées par l'autorité responsable ; de tels critères correspondent aux critères prévus par la Convention de Berne / la CMS / la Directive Oiseaux de l'UE (pour les États membres de l'UE seulement)</p> <p><input type="checkbox"/> N'inclut pas de mécanisme de réglementation spécifique pour le suivi / le rapport sur les dérogations accordées</p>	<p>La législation nationale :</p> <p><input type="checkbox"/> Permet l'autorisation de dérogations impliquant certaines activités généralement interdites par la législation nationale</p> <p><input type="checkbox"/> Définit des critères complets selon lesquels ces dérogations peuvent être accordées par l'autorité responsable ; de tels critères correspondent aux critères prévus par la Convention de Berne / la CMS / la Directive Oiseaux de l'UE (pour les États membres de l'UE seulement)</p> <p><input type="checkbox"/> Établit, pour chaque dérogation accordée annuellement, un mécanisme de réglementation spécifique qui assure une supervision stricte de son respect, du suivi et de la déclaration</p> <p><input type="checkbox"/> Nécessite que les données sur toutes les dérogations accordées soient compilées chaque année et soient</p>

20 L'article 9 de la Convention de Berne stipule que : « À condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas à la survie de la population concernée, chaque Partie contractante peut déroger aux dispositions des articles 4, 5, 6, 7 et à l'interdiction de l'utilisation des moyens visés à l'article 8 ». Un document d'interprétation de l'article 9 de la Convention est disponible sur :

<https://wcd.coe.int/com.instranet.InstraServlet?command=com.instranet.CmdBlobGet&InstranetImage=1952251&SecMode=1&DocId=1646536&Usage=2>

21 L'Article III.5 de la CMS stipule que « les Parties qui sont des États de l'aire de répartition d'une espèce migratrice figurant à l'Annexe I interdisent le prélèvement d'animaux appartenant à cette espèce ». Des dérogations à cette interdiction ne peuvent être accordées que selon des conditions clairement définies dans cet article.

22 Un nombre limité d'activités normalement interdites par la Directive Oiseaux (2009/147 / CE) (Articles 5 à 8) sont autorisées par voie de dérogation, lorsque des situations ou problèmes particuliers existent ou peuvent survenir. Les possibilités d'utilisation de ces dérogations sont limitées. Elles doivent être justifiées par rapport aux objectifs généraux de la Directive et se conformer aux conditions spécifiques des dérogations décrites à l'Article 9.

			disponibles publiquement, incluant des informations sur les espèces concernées, le nombre de spécimens, la justification, les autorités responsables, les procédures d'octroi de licences et permis, le suivi et la supervision du respect des réglementations
--	--	--	--

Commentaires :

9. Sanctions et peines

Le niveau d'exhaustivité des sanctions relatives à l'IKB.

Question : Quelles peines et sanctions sont imposées par la loi en ce qui concerne l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux sauvages ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>La législation nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ne décrit pas spécifiquement les infractions relatives à l'IKB et ne prévoit pas de sanctions spécifiques pour ces infractions <input type="checkbox"/> Ne sanctionne pas spécifiquement les infractions relatives à l'IKB à moins qu'elles ne soient associées à des infractions à d'autres lois, telles que les lois sur le contrôle des armes 	<p>La législation nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Fournit une description de base des infractions relatives à l'IKB englobant l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Prévoit des sanctions maximales pour la plupart des infractions relatives à l'IKB mais ne prévoit pas de sanction minimale <input type="checkbox"/> Fournit un spectre limité de sanctions pénales et administratives incluant : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Des amendes <input type="checkbox"/> Des peines d'emprisonnement (habituellement des peines avec sursis dans les cas d'IKB les plus graves) <input type="checkbox"/> Des suspensions de licence/permis <input type="checkbox"/> La confiscation du <i>corpus delicti</i> 	<p>La législation nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Fournit une description complète des infractions relatives à l'IKB englobant les pratiques illégales d'abattage, piégeage, commerce, possession, transport, importation et taxidermie d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Prévoit à la fois une sanction minimale et une sanction maximale pour certaines catégories d'infraction <input type="checkbox"/> Fournit un large spectre de sanctions pénales et administratives incluant : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Des amendes <input type="checkbox"/> Des peines d'emprisonnement (habituellement des peines avec sursis dans les cas d'IKB les plus graves) <input type="checkbox"/> Des suspensions de licence/permis <input type="checkbox"/> La confiscation du <i>corpus delicti</i> <input type="checkbox"/> Le retrait permanent de la licence / du permis <input type="checkbox"/> Des travaux d'intérêt général <input type="checkbox"/> D'autres sanctions 	<p>La législation nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Fournit une description complète des infractions relatives à l'IKB englobant les pratiques illégales d'abattage, piégeage, commerce, possession, transport, importation, et taxidermie d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Prévoit à la fois une sanction minimale et une sanction maximale pour toute catégorie d'infraction sauf celles pour lesquelles un niveau de sanction est fixé de manière permanente par la loi <input type="checkbox"/> Fournit un spectre complet de sanctions pénales et administratives incluant : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Des amendes <input type="checkbox"/> Des peines d'emprisonnement (des peines d'emprisonnement ferme et avec sursis sont habituellement automatiques pour les cas les plus sévères d'IKB) <input type="checkbox"/> Des suspensions de licence/permis <input type="checkbox"/> La confiscation du <i>corpus delicti</i> <input type="checkbox"/> Le retrait permanent de la licence / du permis dans le cas d'IKB impliquant des

			<p>oiseaux strictement protégés</p> <p><input type="checkbox"/> Des travaux d'intérêt général</p> <p><input type="checkbox"/> D'autres sanctions</p>
--	--	--	--

Commentaires :

10. Proportionnalité des sanctions²³

Le niveau de prise en compte de la gravité des cas d'IKB dans la législation nationale pertinente.

Question : La législation nationale punit-elle de manière adéquate les infractions relatives à l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les sanctions relatives à l'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ne comprennent que des sanctions administratives (p. ex. amendes, interdictions, suspensions) <input type="checkbox"/> Ne sont pas proportionnelles à la nature ni à la gravité des infractions relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Sont insuffisantes car elles ne fournissent pas de moyens de dissuasion efficaces²⁴ 	<p>Les sanctions relatives à l'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sont prévues par la législation et comprennent des poursuites pénales <input type="checkbox"/> Ne font pas de distinction entre les infractions en fonction des facteurs de gravité, laissant une large marge de manœuvre en matière de pouvoir judiciaire dans la détermination de l'ampleur des sanctions infligées <input type="checkbox"/> Sont insuffisantes car elles ne fournissent pas de moyens de dissuasion efficaces 	<p>Les sanctions relatives à l'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sont prévues par la législation et comprennent des poursuites pénales <input type="checkbox"/> Fournissent une structure de sanction qui reflète d'une certaine manière la gravité des infractions en fonction des facteurs de gravité ; laissant cependant une large marge de manœuvre en matière de pouvoir judiciaire <input type="checkbox"/> Sont généralement considérées comme fournissant un moyen de dissuasion adéquat et proportionné pour la plupart des cas d'IKB 	<p>Les sanctions relatives à l'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sont prévues par la législation et comprennent des poursuites pénales <input type="checkbox"/> Reflètent pleinement la gravité des infractions en fonction des facteurs de gravité recommandés dans le cadre du Plan d'action de Tunis de la Convention de Berne²⁵ <input type="checkbox"/> Sont généralement considérés comme fournissant un moyen de dissuasion adéquat et proportionné pour tous les cas d'IKB, comme en témoigne le déclin soutenu de la criminalité IKB (déclin soutenu des cas d'IKB observés pendant au moins 3 ans) <input type="checkbox"/> Traitent les infractions relatives aux espèces sauvages impliquant des groupes criminels organisés comme étant des infractions graves²⁶ passibles d'au moins quatre ans d'emprisonnement

Commentaires :

²³ Cet indicateur est basé sur l'indicateur 40 du cadre de l'ICCWC.

²⁴ La mesure et l'estimation des effets de la sanction pénale sur les comportements criminels ultérieurs sont très complexes et il n'y a pas d'accord sur le caractère dissuasif des sanctions sur les comportements criminels. Veuillez vous assurer d'évaluer ici l'adéquation de la loi, et non l'efficacité du système judiciaire (qui a également un impact sur le caractère dissuasif d'une loi). Il s'agit donc d'un avis d'expert, mais qui devrait être appuyé par des faits qui seront mentionnés dans la section « commentaires ».

²⁵ Recommandation de la Convention de Berne n° 177 (2015) sur les facteurs de gravité et les principes en matière de fixation des peines pour l'évaluation des infractions contre les oiseaux, et notamment la mise à mort, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux sauvages.

²⁶ La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée définit une infraction grave comme un acte constituant une infraction passible d'un emprisonnement d'au moins quatre ans ou d'une peine plus lourde.

11. Utilisation du droit pénal²⁷

La mesure dans laquelle une combinaison entre la législation nationale pertinente et le droit pénal est utilisée pour poursuivre les infractions relatives à l'IKB à l'appui de la législation promulguée pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages.

Question : La poursuite des infractions relatives à l'IKB au niveau national assure-t-elle les sanctions les plus élevées en tenant compte d'éléments croisés avec d'autres infractions à travers le droit pénal²⁸ ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Le droit pénal pertinent : <input type="checkbox"/> Ne peut pas être appliqué aux infractions relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Les infractions relatives à l'IKB ne sont pas du tout sanctionnées ou seulement l'objet de sanctions administratives	Le droit pénal pertinent : <input type="checkbox"/> Est rarement appliqué aux infractions relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> La plupart des cas d'IKB sauf les plus graves sont l'objet de sanctions administratives <input type="checkbox"/> Partout où le droit pénal est évoqué dans les affaires d'IKB les plus graves , cela provient généralement de lois non liées à la conservation de la faune sauvage, telles que les lois relatives au contrôle des armes ou à la sécurité publique	Le droit pénal pertinent : <input type="checkbox"/> Est parfois appliqué aux infractions relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Décrit généralement les catégories d'infractions relatives à l'IKB qui relèvent d'une responsabilité pénale et les catégories soumises à des sanctions administratives	Le droit pénal pertinent : <input type="checkbox"/> Est généralement appliqué à la plupart des infractions relatives à l'IKB, selon les besoins <input type="checkbox"/> Décrit clairement les catégories d'infractions qui font l'objet d'une responsabilité pénale plutôt qu'administrative <input type="checkbox"/> Est soutenu par des mécanismes qui harmonisent les législations relatives aux espèces sauvages et les autres législations nationales clés telles que le droit pénal

Commentaires :

²⁷ Cet indicateur est basé sur l'indicateur 33 du Cadre d'indicateurs de l'ICWC.

²⁸ En raison de la valeur élevée de certains spécimens d'oiseaux commercialisés illégalement et de la participation des groupes de la criminalité organisée à l'IKB, les amendes maximales de la législation promulguée pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages ont souvent peu de rapport avec la valeur des spécimens faisant l'objet de l'infraction ou avec la gravité de l'infraction. Il est donc important que les personnes arrêtées pour leur implication dans des affaires d'IKB soient inculpées et jugées en vertu d'une combinaison de lois pertinentes qui entraînent les plus fortes sanctions, chaque fois que cela est possible et approprié. Cela comprend des dispositions législatives portant sur la coopération internationale, la lutte contre la corruption, et la lutte contre la criminalité organisée. Cela comprend également l'utilisation de législations générales sur la criminalité se rapportant à des infractions telles que la fraude, le complot, la détention d'armes, ainsi que d'autres questions énoncées dans le code pénal national.

12. Législation relative à la criminalité organisée

La mesure dans laquelle une législation spécifique visant à lutter contre la criminalité organisée²⁹ est utilisée pour lutter contre l'IKB.

Question : Comment la législation nationale relative à la criminalité organisée peut-elle être utilisée dans les enquêtes et les poursuites relatives à l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	Non applicable
<p>La législation relative à la criminalité organisée :</p> <p><input type="checkbox"/> N'a pas été adoptée</p> <p><input type="checkbox"/> Ne peut pas être utilisée pour les poursuites relatives à l'IKB</p>	<p>La législation relative à la criminalité organisée :</p> <p><input type="checkbox"/> Est en vigueur mais est rarement utilisée dans les affaires d'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> Ne prévoit pas de méthodes d'enquête spéciales</p>	<p>La législation relative à la criminalité organisée :</p> <p><input type="checkbox"/> Est en vigueur et est parfois utilisée dans les affaires d'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> Les méthodes d'enquête spéciales utilisées pour la criminalité organisée ne sont pas disponibles pour les affaires d'IKB</p>	<p>La législation relative à la criminalité organisée :</p> <p><input type="checkbox"/> Est en vigueur et est utilisée de manière appropriée dans les affaires d'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> Les méthodes d'enquête spéciales utilisées pour la criminalité organisée sont appliquées aux affaires d'IKB</p>	<p>Non applicable car le pays n'a pas connu de cas de criminalité organisée</p>

Commentaires :

²⁹ La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée définit un groupe criminel organisé comme « un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel ».

13. Transposition du droit et des engagements internationaux dans la législation nationale

Le niveau d'exhaustivité des dispositions législatives nationales pour transposer les obligations de la CMS et de la Convention de Berne concernant l'IKB, lorsque celles-ci sont applicables.

Question : Dans quelle mesure la législation nationale transpose les obligations internationales concernant l'IKB et découlant de la ratification de la Convention sur les espèces migratrices et/ou de la Convention de Berne ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	Non applicable
<p>Le pays :</p> <p><input type="checkbox"/> N'est pas Partie à la CMS</p> <p><input type="checkbox"/> N'est pas Partie à la Convention de Berne</p>	<p>La législation nationale relative à la CMS :</p> <p><input type="checkbox"/> N'a pas été adoptée</p> <p>La législation nationale relative à la Convention de Berne :</p> <p><input type="checkbox"/> N'a pas été adoptée</p>	<p><input type="checkbox"/> Les engagements de la CMS concernant la lutte contre l'IKB ont été partiellement transposés dans la législation nationale existante</p> <p><input type="checkbox"/> Les engagements de la Convention de Berne concernant la lutte contre l'IKB ont été partiellement transposés dans la législation nationale existante</p> <p><input type="checkbox"/> Le pays a des affaires/plaintes en suspens/non résolues en vertu de la Convention de Berne concernant la transposition incorrecte ou incomplète des dispositions de la Convention dans le droit national</p>	<p><input type="checkbox"/> Les engagements de la CMS concernant la lutte contre l'IKB ont été pleinement transposés dans la législation nationale existante</p> <p><input type="checkbox"/> Les engagements de la Convention de Berne concernant la lutte contre l'IKB ont été pleinement transposés dans la législation nationale existante</p> <p><input type="checkbox"/> Le pays n'a pas d'affaires/plaintes en suspens/non résolues en vertu de la Convention de Berne concernant la transposition incorrecte des dispositions de la Convention dans le droit national</p>	<p><input type="checkbox"/> Le pays n'est pas Partie d'un ou des deux Traités</p>

Commentaires :

C. Réponse en matière de lutte contre la fraude : Niveau de préparation des organes chargés de l'application des lois et de la lutte contre la fraude, et coordination des institutions nationales

14. Plan d'action national pour la lutte contre l'IKB³⁰

L'existence d'une stratégie nationale ou d'un plan d'action relatif à l'IKB.

Question : Existe-t-il un plan d'action national ou un document équivalent pour lutter contre l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Un plan d'action national IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> N'a pas été élaboré</p> <p><input type="checkbox"/> L'IKB n'est pas couvert par d'autres stratégies de lutte contre la fraude ou plans d'action pertinents</p>	<p>Un plan d'action national IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est en train d'être élaboré</p> <p><input type="checkbox"/> L'IKB est couvert par d'autres stratégies de lutte contre la fraude ou plans d'action pertinents</p>	<p>Un plan d'action national IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> A été élaboré</p> <p><input type="checkbox"/> A été adopté par certaines agences nationales pertinentes de lutte contre la fraude</p> <p><input type="checkbox"/> N'est pas activement mis en œuvre par toutes les agences pertinentes de lutte contre la fraude</p> <p><input type="checkbox"/> N'a pas été régulièrement mis à jour</p>	<p>Un plan d'action national IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> A été élaboré</p> <p><input type="checkbox"/> A été adopté par toutes les agences nationales pertinentes de lutte contre la fraude</p> <p><input type="checkbox"/> Est activement mis en œuvre par toutes les agences pertinentes de lutte contre la fraude</p> <p><input type="checkbox"/> Est suivi et révisé pour veiller à ce qu'il reste à jour</p>

Commentaires :

³⁰ Cet indicateur correspond à l'indicateur 3 du cadre de l'ICCWC

15. Priorité de l'IKB dans la lutte contre la fraude³¹

La reconnaissance de la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages comme une priorité élevée au niveau national.

Question : La lutte contre l'IKB est-elle identifiée comme une priorité élevée au niveau national ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>La criminalité relative à l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est rarement identifiée comme une priorité élevée pour les agences d'application des lois et de lutte contre la fraude</p>	<p>La criminalité relative à l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est parfois identifiée comme une priorité élevée pour les agences d'application des lois et de lutte contre la fraude</p>	<p>La criminalité relative à l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est généralement identifiée comme une priorité élevée pour les agences d'application des lois et de lutte contre la fraude</p> <p><input type="checkbox"/> N'a pas été officiellement³² adoptée et/ou reconnue comme une priorité élevée</p>	<p>La criminalité relative à l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est généralement identifiée comme une priorité élevée pour les agences d'application des lois et de lutte contre la fraude</p> <p><input type="checkbox"/> A été officiellement adoptée et/ou reconnue comme une priorité élevée</p>

Commentaires :

³¹ Cet indicateur est basé sur l'indicateur 1 du cadre d'indicateurs de l'ICWC.

³² La reconnaissance officielle peut inclure une référence à la criminalité liée aux espèces sauvages en tant que question prioritaire dans les plans stratégiques, les Mémoires d'Entente, les déclarations publiques des dirigeants des agences et/ou les déclarations/décrets des chefs d'État.

16. Parties prenantes et élaboration des politiques

Le niveau de participation des parties prenantes à l'élaboration des politiques relatives à l'IKB.

Question : Dans quelle mesure et avec quels moyens les parties prenantes³³ participent à l'élaboration des politiques de lutte contre l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>La participation des parties prenantes aux décisions politiques concernant l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> N'est pas envisagée ou prévue dans la législation nationale</p> <p><input type="checkbox"/> Est limitée et informelle, chaque fois qu'elle a lieu de manière ponctuelle</p> <p><input type="checkbox"/> Est largement limitée à la fourniture d'informations de base sur les politiques qui sont en cours d'élaboration</p>	<p>La participation des parties prenantes aux décisions politiques concernant l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est envisagée ou prévue dans la législation nationale, <u>mais</u> :</p> <p><input type="checkbox"/> Est limitée à la consultation</p> <p><input type="checkbox"/> Est réalisée à travers des réunions ponctuelles car aucun comité formel n'est établi</p> <p><input type="checkbox"/> Est réalisée à travers des consultations avec des universitaires à travers l'agence nationale chargée de la faune sauvage (ou d'un organisme technique similaire)</p>	<p>La participation des parties prenantes aux décisions politiques concernant l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est envisagée ou prévue dans la législation nationale, <u>et</u> :</p> <p><input type="checkbox"/> Assure que leurs contributions sont traitées comme des avis et sont prises en compte dans le processus d'élaboration des politiques</p> <p><input type="checkbox"/> Est réalisé à travers des structures et comités formels</p> <p><input type="checkbox"/> Mais est cependant incomplète car un ou plusieurs groupes de parties prenantes ne sont pas impliqués ou ne veulent pas participer</p>	<p>La participation des parties prenantes aux décisions politiques concernant l'IKB :</p> <p><input type="checkbox"/> Est envisagée ou prévue dans la législation nationale, <u>et</u> :</p> <p><input type="checkbox"/> Assure qu'elles sont pleinement consultées sur les changements de politique clés</p> <p><input type="checkbox"/> Est assurée par des structures formelles et des comités qui se rencontrent avec une fréquence appropriée</p> <p><input type="checkbox"/> Est complète, toutes les principales parties prenantes étant impliquées</p>

Commentaires :

³³ Les parties prenantes comprennent la communauté soumise aux réglementations (c.-à-d. les personnes effectuant des prélèvements, incluant les chasseurs, les vendeurs, les commerçants, etc., comme décrit dans l'indicateur 26), les ONG de protection des oiseaux, les universités et les communautés locales, le cas échéant.

17. Personnel et recrutement³⁴

Le niveau des ressources humaines³⁵ dans les agences nationales de lutte contre la fraude et d'application des lois pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages.

Question : De quelles ressources humaines disposent les agences nationales de lutte contre la fraude et d'application des lois pour combattre l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois :</p> <p><input type="checkbox"/> Sont significativement en sous-effectif</p> <p><input type="checkbox"/> Sont rarement en mesure de recruter et/ou d'attirer du personnel supplémentaire</p>	<p>Les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois :</p> <p><input type="checkbox"/> Disposent parfois d'un personnel au complet</p> <p><input type="checkbox"/> N'ont généralement pas suffisamment de personnel³⁶ et/ou de compétences</p> <p><input type="checkbox"/> Rencontrent généralement des retards et/ou des difficultés de recrutement</p>	<p>Les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois :</p> <p><input type="checkbox"/> Disposent généralement d'un personnel au complet mais qui n'est pas toujours informé de l'évolution des tendances de la criminalité liée aux espèces sauvages</p> <p><input type="checkbox"/> N'ont parfois pas suffisamment de personnel et/ou de compétences</p> <p><input type="checkbox"/> Rencontrent parfois des retards et/ou des difficultés pour recruter des candidats suffisamment qualifiés</p>	<p>Les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois :</p> <p><input type="checkbox"/> Disposent généralement d'un personnel au complet qui est généralement informé de l'évolution des tendances de la criminalité liée aux espèces sauvages</p> <p><input type="checkbox"/> Disposent généralement d'un personnel et de compétences diversifiées</p> <p><input type="checkbox"/> Procèdent généralement à des recrutements de candidats dûment qualifiés lorsque nécessaire</p>

Commentaires :

³⁴ Cet indicateur correspond à l'indicateur 8 du Cadre d'indicateurs de l'ICCWC.

³⁵ Savoir si le niveau du personnel est suffisant ou non est une question d'opinion d'expert. Veuillez fournir des éléments de preuve et des éléments rationnels dans la section « Commentaires ». Veuillez noter que l'indicateur 19 traitera de l'effort de lutte contre la fraude.

³⁶ Les questions relatives au personnel comprennent des facteurs tels que l'existence d'une combinaison appropriée de personnel à temps plein, à temps partiel et occasionnel ; de personnel expérimenté et moins expérimenté ; et de personnel professionnel, technique, d'enquête et administratif nécessaire pour mener les activités requises.

18. Formation spécifique

Le pourcentage d'agents chargés de la lutte contre la fraude et de l'application des lois formés chaque année sur les questions relatives à l'IKB.

Question : Combien d'agents chargés de la lutte contre la fraude et de l'application des lois³⁷ ont reçu une formation régulière sur les questions relatives à l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Aucun	<input type="checkbox"/> Moins de 10 %	<input type="checkbox"/> Entre 10 % et 50 %	<input type="checkbox"/> Plus de 50 %

Commentaires³⁸ :

³⁷ Les « agents chargés de la lutte contre la fraude et de l'application des lois » désignent dans ce cas les policiers et tout autre professionnel impliqué dans la protection et la gestion de la faune sauvage, des parcs nationaux et des espaces naturels (p. ex. gardes, gardes forestiers, gardes chasse, agents chargé de la lutte contre la fraude sur le terrain).

³⁸ Veuillez fournir des informations sur la fréquence à laquelle les formations sont organisées, les sujets traités, le nombre de personnes concernées, qui dispense les formations, etc.

19. Effort de lutte contre l'IKB sur le terrain

L'intensité des efforts déployés par les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois pour lutter contre l'IKB.

Question : Les efforts de surveillance déployés pour lutter contre l'IKB sont-ils jugés suffisants ?

Mesure : Sur une échelle de 1 à 5 - 5 étant le score le plus positif - veuillez attribuer un score à l'effort de lutte contre l'IKB sur le terrain déployé par les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois dans votre pays.

<i>Insuffisant pour lutter contre l'IKB</i>					<i>Suffisant pour lutter correctement contre l'IKB</i>
1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>	

Commentaires³⁹ :

³⁹ Veuillez fournir d'autres informations si disponibles sur des chiffres spécifiques tels que le nombre de membres du personnel ou de personnes/jours par an investis par les agences de lutte contre la fraude et d'application des lois dans la lutte contre l'IKB.

D. Poursuites et condamnations - Efficacité des procédures judiciaires

20. Qualité des procédures judiciaires

L'efficacité et l'efficience de l'administration de sanctions pour les infractions relatives à l'IKB.

Question : Les sanctions pour des infractions relatives à l'IKB sont-elles administrées de manière efficace et efficiente ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ne sont pas traduites devant le tribunal pénal <input type="checkbox"/> N'entraînent pas de sanctions administratives ou d'autres types de sanctions <input type="checkbox"/> Ne sont pas enregistrées et ne sont pas accessibles à d'autres procureurs/juges <input type="checkbox"/> Les rapports de la société civile concernant l'IKB sont rarement étudiés 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement⁴⁰ plus de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement⁴¹ plus de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général, il en résulte plus de 50 % d'acquittements⁴² <input type="checkbox"/> Sont traitées par des procureurs généraux et des juges non spécialisés dans la criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Sont enregistrées mais ne sont pas facilement accessibles à d'autres procureurs/juges <input type="checkbox"/> Les rapports de la société civile concernant l'IKB sont habituellement l'objet d'enquêtes. 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement plus d'un an mais moins de deux ans pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement plus de trois mois mais moins de six mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général, il en résulte moins de 25 % d'acquittements <input type="checkbox"/> Sont principalement traitées par des procureurs généraux et des juges qui tendent à être spécialisés dans les affaires de criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Sont enregistrées et sont accessibles à d'autres procureurs/juges à l'échelle nationale <input type="checkbox"/> Les rapports de la société civile concernant l'IKB sont non seulement habituellement examinés, mais les données et les avis des ONG concernées sont régulièrement consultés et utilisés. 	<p>Les affaires d'IKB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prennent généralement moins d'un an pour être conclues dans le cas d'une procédure pénale <input type="checkbox"/> Prennent généralement moins de trois mois pour être conclues dans le cas d'une sanction administrative ou d'un autre type de sanction <input type="checkbox"/> En général, il en résulte moins de 10 % d'acquittements <input type="checkbox"/> Sont principalement gérées par des procureurs et des juges spécialisés <input type="checkbox"/> Sont enregistrées et accessibles à d'autres procureurs/juges à l'échelle régionale au niveau géographique du tableau de bord IKB <input type="checkbox"/> Les rapports de la société civile concernant l'IKB sont non seulement généralement examinés, mais les données et les avis des ONG concernées sont fréquemment consultés et utilisés.

Commentaires :

40 La durée des affaires pénales est mesurée comme étant la période comprise entre la date du dépôt des accusations en justice et la date de détermination de la sanction, mais exclut tout éventuel recours ultérieur ayant pu être déposé.

41 La durée des affaires administratives est mesurée comme la période entre la date à laquelle le contrevenant reçoit un avis d'infraction administrative et la date du règlement intégral de cette sanction administrative.

42 Non compris les acquittements effectués en cas d'appel, le cas échéant.

21. Lignes directrices sur les condamnations⁴³

L'existence de lignes directrices nationales ou d'autres principes pour la détermination des sanctions à appliquer aux contrevenants condamnés pour des faits de criminalité liée aux espèces sauvages.

Question : Existe-t-il des lignes directrices nationales ou d'autres principes pour la détermination des sanctions à appliquer aux contrevenants condamnés pour IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Il n'existe pas de lignes directrices pour la détermination des sanctions dans les affaires d'IKB	<input type="checkbox"/> Les lignes directrices pour la détermination des sanctions dans les affaires d'IKB sont en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/> Les lignes directrices pour la détermination des sanctions dans les affaires d'IKB ont été finalisées mais pas adoptées	<input type="checkbox"/> Les lignes directrices pour la détermination des sanctions dans les affaires d'IKB ont été finalisées et adoptées

Commentaires :

⁴³ Cet indicateur est basé sur l'indicateur 41 du Cadre d'indicateurs de l'ICCWC.

22. Prise de conscience au sein du système judiciaire⁴⁴

L'ampleur de la prise de conscience des procureurs et des juges vis-à-vis de l'importance de la criminalité liée aux espèces sauvages, et la pertinence des jugements rendus.

Question : Les procureurs et les juges sont-ils conscients de la gravité de l'IKB ? Des sanctions appropriées sont-elles appliquées ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les procureurs et les juges :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ne sont pas conscients de la nature et de la prévalence de l'IKB, ni de son impact et des profits potentiels tirés de la criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> N'ont pas connaissance des charges relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Traitent habituellement l'IKB comme une infraction mineure <input type="checkbox"/> Ne respecte pas les lignes directrices de détermination des peines lorsqu'elles existent 	<p>Les procureurs et les juges :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sont peu conscients de la nature et de la prévalence de la criminalité liée aux espèces sauvages, et de son impact et des profits potentiels qui en sont tirés <input type="checkbox"/> Ont une connaissance limitée des charges relatives à la criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Collaborent pour rendre des verdicts parfois adaptés à la nature et à la gravité de l'infraction <input type="checkbox"/> Respectent rarement les lignes directrices de détermination des peines lorsqu'elles existent 	<p>Les procureurs et les juges :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sont relativement conscients de la nature et de la prévalence de la criminalité liée aux espèces sauvages, et de son impact et des profits potentiels qui en sont tirés <input type="checkbox"/> Ont une connaissance partielle des charges relatives à la criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Collaborent pour rendre des verdicts généralement adaptés à la nature et à la gravité de l'infraction <input type="checkbox"/> Respectent parfois les lignes directrices de détermination des peines lorsqu'elles existent 	<p>Les procureurs et les juges :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sont conscients de la nature et de la prévalence de la criminalité liée aux espèces sauvages, et de son impact et des profits potentiels qui en sont tirés <input type="checkbox"/> Connaissent les charges relatives à la criminalité liée aux espèces sauvages <input type="checkbox"/> Collaborent pour rendre des verdicts généralement adaptés à la nature et à la gravité de l'infraction <input type="checkbox"/> Respectent couramment les lignes directrices de détermination des peines lorsqu'elles existent

Commentaires :

⁴⁴ Cet indicateur correspond à l'indicateur 42 du Cadre d'indicateurs de l'ICWC.

23. Formation au sein du système judiciaire

Le pourcentage de procureurs et de juges spécialisés en environnement formés aux aspects relatifs à l'IKB.

Question : Combien de procureurs et de juges spécialisés en environnement traitant des affaires de criminalité liée aux espèces sauvages ont reçu une formation sur les aspects relatifs à l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Aucun	<input type="checkbox"/> Moins de 10 %	<input type="checkbox"/> Entre 10 % et 50 %	<input type="checkbox"/> Plus que 50 %

Commentaires⁴⁵ :

⁴⁵ Veuillez fournir des informations sur la fréquence à laquelle les formations sont organisées, les sujets traités, le nombre de personnes concernées, qui dispense les formations, etc.

E. Prévention - Autres instruments utilisés pour lutter contre l'IKB

24. Coopération internationale

La mesure dans laquelle les institutions nationales profitent des initiatives internationales et des groupes de travail sur l'IKB.

Question : Les institutions gouvernementales nationales participent-elles activement aux initiatives internationales relatives à l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Le gouvernement national ne participe pas aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Réunions du Groupe spécial intergouvernemental de la CMS sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée <input type="checkbox"/> Réunions du Réseau de correspondants spéciaux de la Convention de Berne sur l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Initiatives CITES relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Initiatives de l'UE relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Toute initiative bilatérale relative à l'IKB 	<p>Le gouvernement national a participé au cours des 3 dernières années à moins de 50 % des réunions et initiatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Réunions du Groupe spécial intergouvernemental de la CMS sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée <input type="checkbox"/> Réunions du Réseau de correspondants spéciaux de la Convention de Berne sur l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Initiatives CITES relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Initiatives de l'UE relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Toute initiative bilatérale relative à l'IKB 	<p>Le gouvernement national a participé au cours des 3 dernières années à plus de 50 % des réunions et initiatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Réunions du Groupe spécial intergouvernemental de la CMS sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée <input type="checkbox"/> Réunions du Réseau de correspondants spéciaux de la Convention de Berne sur l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Initiatives CITES relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Initiatives de l'UE relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Toute initiative bilatérale relative à l'IKB 	<p>Le gouvernement national joue un rôle actif⁴⁶ dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Réunions du Groupe spécial intergouvernemental de la CMS sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée <input type="checkbox"/> Réunions du Réseau de correspondants spéciaux de la Convention de Berne sur l'éradication de la mise à mort, du piégeage et du commerce illégaux d'oiseaux sauvages <input type="checkbox"/> Initiatives CITES relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Initiatives de l'UE relatives à l'IKB <input type="checkbox"/> Toute initiative bilatérale relative à l'IKB

Commentaires :

⁴⁶ Le rôle actif comprend des actions telles que la participation à toutes les réunions, la réponse aux questionnaires et la mise en œuvre d'initiatives au niveau national.

25. Moteurs de la criminalité liée aux espèces sauvages⁴⁷

Le niveau de connaissance et de compréhension des moteurs de l'IKB dans le pays.

Question : Quel est le niveau de connaissance des moteurs⁴⁸ de l'IKB dans votre pays, y compris des moteurs de l'offre de produits illicites et de la demande des consommateurs ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Les moteurs de l'IKB sont inconnus	La connaissance des moteurs de l'IKB : <input type="checkbox"/> Est basique <input type="checkbox"/> Est anecdotique <input type="checkbox"/> Est basée sur des sources limitées	La connaissance des moteurs de l'IKB : <input type="checkbox"/> Est modérée <input type="checkbox"/> Comporte des lacunes	La connaissance des moteurs de l'IKB : <input type="checkbox"/> Est bonne <input type="checkbox"/> Est assez complète <input type="checkbox"/> Est basée sur des informations provenant de diverses sources, y compris des recherches scientifiques

Commentaires :

⁴⁷ Cet indicateur correspond à l'indicateur 45 du Cadre d'indicateurs de l'ICCWC.

⁴⁸ Les « moteurs » sont les facteurs sous-jacents qui sous-tendent l'IKB. L'IKB peut être motivé par de multiples facteurs, y compris (mais sans s'y limiter) la pauvreté en milieu rural, l'insécurité alimentaire, les intérêts économiques, une faible application des lois / lutte contre la fraude, une législation peu claire, des sanctions trop faibles pour dissuader les infractions, la perception de la légitimité, la tradition, etc. »

26. Activités relatives à la demande⁴⁹

Le niveau de mise en œuvre des activités permettant de traiter la demande en produits illégaux issus des espèces sauvages.

Question : Des activités sont-elles mises en œuvre pour traiter la demande⁵⁰ en oiseaux sauvages obtenus illégalement ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les activités relatives à la demande :</p> <p><input type="checkbox"/> N'ont pas été développées ni mises en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/> Il n'y a pas d'information disponible sur la demande en oiseaux sauvages obtenus illégalement dans le pays</p>	<p>Les activités relatives à la demande :</p> <p><input type="checkbox"/> Ont été développées</p> <p><input type="checkbox"/> Sont rarement mises en œuvre pleinement en raison d'un manque de ressources disponibles (p. ex. techniques, humaines, financières)</p> <p><input type="checkbox"/> Sont basées sur des informations disponibles sur la demande en oiseaux sauvages obtenus illégalement dans le pays</p>	<p>Les activités relatives à la demande :</p> <p><input type="checkbox"/> Ont été développées et mises en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/> Sont régulièrement examinées pour identifier les résultats obtenus</p> <p><input type="checkbox"/> Sont basées sur des informations disponibles sur la demande en oiseaux sauvages obtenus illégalement dans le pays</p>	<p>Les activités relatives à la demande :</p> <p><input type="checkbox"/> Ont été développées et mises en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/> Sont régulièrement examinées pour identifier les résultats obtenus</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sont pas nécessaires car les données confirment qu'il y a très peu de demande en oiseaux sauvages obtenus illégalement dans le pays</p>

Commentaires :

⁴⁹ Cet indicateur correspond à l'indicateur 46 du Cadre d'indicateurs de l'ICCWC.

⁵⁰ Les « activités relatives à la demande » sont des activités développées et mises en œuvre pour réduire la demande en produits issus de certains oiseaux, ou en espèces sauvages d'une manière générale, lorsque leur commerce est illégal. Dans de nombreux cas, ces activités peuvent être étroitement associées à des activités de sensibilisation du public aux exigences juridiques s'appliquant au commerce des espèces sauvages. Pour répondre à cette question, veuillez examiner les activités que le gouvernement a menées et/ou auxquelles il a participé, y compris les activités qui peuvent avoir été développées ou mise en œuvre en partenariat avec d'autres pays et/ou avec des organisations non gouvernementales.

27. Communauté soumise aux réglementations⁵¹

La mesure dans laquelle du matériel et/ou des programmes de sensibilisation sont en place afin que la communauté soumise aux réglementations soit sensibilisée aux lois applicables en matière d'utilisation durable des oiseaux sauvages.

Question : Des efforts sont-ils déployés pour que la communauté soumise aux réglementations⁵² soit sensibilisée aux exigences de la législation sur l'utilisation durable des espèces sauvages et aux sanctions pour non-respect ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les efforts visant à sensibiliser la communauté soumise aux réglementations :</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sont pas déployés</p>	<p>Les efforts visant à sensibiliser la communauté soumise aux réglementations :</p> <p><input type="checkbox"/> Sont généralement informels et en réaction à des faits</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sont pas complets ou généralisés</p>	<p>Les efforts visant à sensibiliser la communauté soumise aux réglementations :</p> <p><input type="checkbox"/> Reposent sur le matériel de sensibilisation ayant été développé</p> <p><input type="checkbox"/> Sont relativement actualisés</p> <p><input type="checkbox"/> Sont parfois complets ou généralisés</p>	<p>Les efforts visant à sensibiliser la communauté soumise aux réglementations :</p> <p><input type="checkbox"/> Reposent sur du matériel de sensibilisation bien développé et actualisé</p> <p><input type="checkbox"/> Ciblent de manière exhaustive les différents types d'utilisateurs et de détenteurs d'autorisation</p>

Commentaires :

⁵¹ Cet indicateur correspond à l'indicateur 47 du Cadre d'indicateurs de l'ICCWC.

⁵² La communauté soumise aux réglementations peut inclure les personnes pratiquant des prélèvements de spécimens (dont les chasseurs), les vendeurs, les commerçants (y compris les commerçants en ligne) et/ou tout individu ou groupe à qui est délivré un permis et/ou une licence de prélèvement, d'utilisation et/ou de commerce des espèces sauvages et de produits, et/ou qui exerce des activités commerciales liées au commerce des oiseaux sauvages.

28. Actions de sensibilisation du public⁵³

La mesure dans laquelle du matériel et/ou des programmes de sensibilisation sont en place pour renforcer la prise de conscience du public vis-à-vis de l'IKB.

Question : Des efforts sont-ils déployés pour accroître la sensibilisation⁵⁴ du public vis-à-vis des impacts environnementaux, sociaux et économiques de l'IKB ?

Mesure :

0 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
<p>Les efforts visant à accroître la sensibilisation du public :</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sont pas déployés</p> <p><input type="checkbox"/> Les sanctions dans les affaires d'IKB ne sont jamais rendues publiques</p>	<p>Les efforts visant à accroître la sensibilisation du public :</p> <p><input type="checkbox"/> Sont généralement informels et en réaction à des faits</p> <p><input type="checkbox"/> Sont ni complets ni répandus</p> <p><input type="checkbox"/> Il n'y a pas de stratégie nationale de communication sur l'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> Les sanctions dans les affaires d'IKB sont rarement rendues publiques</p>	<p>Les efforts visant à accroître la sensibilisation du public :</p> <p><input type="checkbox"/> Reposent sur le matériel de sensibilisation élaboré par les ONG de conservation</p> <p><input type="checkbox"/> Sont localement mis en œuvre par les organes gouvernementaux</p> <p><input type="checkbox"/> Sont parfois complets ou généralisés</p> <p><input type="checkbox"/> Mettent seulement partiellement en œuvre une stratégie de communication nationale sur l'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> Les sanctions dans les affaires d'IKB sont souvent rendues publiques</p>	<p>Les efforts visant à accroître la sensibilisation du public :</p> <p><input type="checkbox"/> Reposent sur du matériel de sensibilisation bien développé et actualisé, élaboré par les organes gouvernementaux</p> <p><input type="checkbox"/> Ciblent de manière exhaustive les différents types de parties prenantes</p> <p><input type="checkbox"/> Mettent entièrement en œuvre une stratégie de communication nationale sur l'IKB</p> <p><input type="checkbox"/> Les sanctions dans les affaires d'IKB sont toujours rendues publiques</p>

Commentaires :

⁵³ Cet indicateur est basé sur l'indicateur 50 du Cadre d'indicateurs de l'ICWC.

⁵⁴ Les activités de sensibilisation peuvent inclure des campagnes publiques, du matériel de sensibilisation, des réunions publiques, et/ou la promotion de hotlines de signalement d'infractions. Pour répondre à cette question, veuillez prendre en compte les activités que le gouvernement a menées et/ou auxquelles il a participé, y compris les activités qui peuvent avoir été développées ou mises en œuvre en partenariat avec d'autres pays et/ou avec des organisations non gouvernementales.

Résumé des scores

<i>Indicateur</i>	<i>Score de l'indicateur</i>	<i>Groupe d'indicateurs</i>	<i>Score du groupe⁵⁵</i>
1. Situation et échelle de l'IKB			
2. Nombre et répartition des oiseaux abattus, piégés ou commercialisés illégalement	données	A. Suivi national de l'IKB (Gestion des données sur la portée et l'échelle de l'IKB)	
3. Connaissance de l'étendue des cas d'IKB par la justice			
4. Nombre de cas d'IKB ayant fait l'objet de poursuite au cours de la période considérée	données		
5. Législation nationale sur la faune sauvage		B. Niveau d'exhaustivité de la législation nationale	
6. Utilisation réglementée			
7. Interdictions en vertu de la législation nationale			
8. Exceptions à la législation nationale			
9. Sanctions et peines			
10. Proportionnalité des sanctions			
11. Utilisation du droit pénal			
12. Législation relative à la criminalité organisée		C. Réponse en matière de lutte contre la fraude (Niveau de préparation des organes chargés de l'application des lois et de la lutte contre la fraude, et coordination des institutions nationales)	
13. Transposition du droit et des engagements internationaux dans la législation nationale			
14. Plan d'action national pour la lutte contre l'IKB			
15. Priorité de l'IKB dans la lutte contre la fraude			
16. Parties prenantes et élaboration des politiques			
17. Personnel et recrutement			
18. Formation spécifique			
19. Effort de lutte contre l'IKB sur le terrain	données	D. Poursuites et condamnations (Efficacité des procédures judiciaires)	
20. Qualité des procédures judiciaires			
21. Lignes directrices sur les condamnations			
22. Prise de conscience au sein du système judiciaire			
23. Formation au sein du système judiciaire		E. Prévention (Autres instruments utilisés pour lutter contre à l'IKB)	
24. Coopération internationale			
25. Moteurs de la criminalité liée aux espèces sauvages			
26. Activités relatives à la demande			
27. Communauté soumise aux réglementations			
28. Actions de sensibilisation du public			
SCORE TOTAL			

⁵⁵ Somme du score de tous les indicateurs du même groupe, à l'exclusion de ceux pour lesquels des données numériques sont demandées (c.-à-d. les indicateurs n° 2, 4 et 19) et ceux considérés par le répondant comme « non applicables » (c.-à-d. n° 12 et/ou n° 16).

ANNEXE 5**MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA CHASSE, LE PRÉLÈVEMENT ET LE COMMERCE ILLÉGAUX DES OISEAUX MIGRATEURS LE LONG DE LA VOIE DE MIGRATION ASIE DE L'EST-AUSTRALASIE (ITTEA)****Contexte et objet**

Ce Groupe spécial est établi en conformité avec le mandat présenté par la Résolution adoptée à la COP11 intitulée « Prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs » pour aider les Parties à la Convention sur les espèces migratrices (CMS) et ses instruments compétents, ainsi que les AME et les Conventions pertinentes à s'acquitter de leurs obligations s'agissant de protéger les oiseaux migrateurs de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux.

Objectif

Garantir que ni chasse, ni prélèvement, ni commerce illégaux des oiseaux migrateurs n'auront lieu le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (EAAF).

Rôle

Le rôle du Groupe spécial, est de faciliter des efforts et des procédures concertés pour lutter contre la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs sur la voie de migration Asie de l'Est-Australasie en étroite coopération avec le Partenariat de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie.

Champ d'application

Le Groupe spécial sera régional, couvrant tous les États situés le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, c'est-à-dire: Australie, Bangladesh, Brunei, Cambodge, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée (Corée du Sud), République populaire démocratique de Corée, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste (Timor oriental) et Viet Nam.

Le Groupe spécial couvrira tous les taxons d'oiseaux migrateurs identifiés par la CMS, à l'exception des oiseaux d'eau.

Attributions

Le Groupe spécial devra:

- Appuyer et guider une étude de l'état des règlements sur la chasse concernant les oiseaux migrateurs dans l'EAAF;
- Appuyer et guider une analyse de la situation sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux le long de la voie de migration, en s'appuyant sur le travail effectué par le MIKT de la CMS dans la région méditerranéenne, en Europe et au Moyen-Orient;
- Encourager et faciliter l'application des décisions et des plans pertinents adoptés dans le cadre des AME ou d'autres cadres, en particulier la CMS, l'Initiative en faveur des oiseaux migrateurs de l'Arctique (AMBI) et des Accords bilatéraux sur les oiseaux migrateurs;
- Stimuler une communication interne et externe et l'échange d'informations, d'expériences, de bonnes pratiques et de savoir-faire;
- Aider à la mobilisation de ressources pour mener les actions prioritaires, y compris la coopération avec l'ANASE;
- Assurer le suivi de l'application des décisions et des plans et de leur efficacité et

soumettre régulièrement des rapports d'activité aux organes directeurs des AME, y compris par le biais d'un « tableau de bord » intergouvernemental pour indiquer les progrès réalisés pour éliminer la chasse, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs;

- Renforcer les réseaux régionaux et internationaux ayant une expérience dans le domaine de la chasse, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs (par exemple, le Réseau de l'ANASE pour l'application des lois de protection des espèces sauvages); et
- Établir des liens et partager des expériences avec à la fois le MIKT de la CMS et le groupe spécial de l'EAAFP.

Composition

Le Groupe spécial sera composé de représentants des institutions gouvernementales compétentes dans le domaine de l'environnement, de la gestion du gibier, de l'application des lois et de l'aspect judiciaire dans les Parties aux AME participants dans la région de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie.

Y prendront part également des observateurs des Secrétariats des AME et des cadres participants, ainsi que des instituts universitaires, la communauté des chasseurs, des ONG et autres parties prenantes, selon le cas.

Seront aussi invités à contribuer au Groupe spécial les représentants ci-après:

- Représentants des Parties se trouvant tout le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie et au-delà qui souhaitent appuyer les travaux du Groupe spécial;
- Représentants du Conseil scientifique de la CMS, du MIKT de la CMS, du Groupe spécial de l'EAAFP, du Comité technique de l'AEWA, du Groupe spécial de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement, du Groupe spécial sur les oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie, du Groupe spécial sur les voies aériennes et d'autres groupes ayant une expérience pertinente;
- Représentants de l'Accord bilatéral sur les oiseaux migrateurs pertinent et les groupes d'experts de l'UICN; et
- Experts indépendants sur l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux et sur l'écologie des oiseaux migrateurs et la politique y afférente.

Gouvernance

Le Groupe spécial élira un Président et un Vice-président parmi ses membres.

Les décisions seront prises autant que possible en cherchant un consensus auprès des membres du Groupe.

Le Groupe spécial agira en cherchant un consensus, autant que possible parmi ses membres et en se conformant à un *modus operandi* qui sera établi après que le Groupe spécial aura été convoqué.

Fonctionnement

Sous réserve de la disponibilité de fonds, un coordonnateur sera nommé par le Groupe spécial et assumera les fonctions ci-après:

- organiser les réunions du Groupe spécial et préparer les documents d'information;
- maintenir et modérer la plateforme de communication du Groupe spécial (site web et intranet);
- faciliter l'application des décisions du Groupe spécial;
- faciliter la collecte de fonds et la mobilisation de ressources; et

- faciliter l'engagement avec les parties prenantes au sein et hors du Groupe spécial.

Le Groupe spécial se réunira à intervalles appropriés, selon les besoins et en fonction des fonds disponibles. Entre les réunions, le travail sera effectué par voie électronique sur l'espace de travail en ligne (intranet) dans le site web du Groupe spécial, qui sera le principal moyen de communication.

Le Groupe spécial, en collaboration avec les Parties et les organisations internationales compétentes, sous réserve de la disponibilité de fonds, organisera des ateliers régionaux dans les zones sensibles, pour aider à la mise en place de solutions locales ou régionales appropriées.